ISSN 0024-7650

DREUX: les responsabilités du gouvernement de gauche

p. 4 - 5

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 798 - 17 septembre 1983 - prix : 6 F

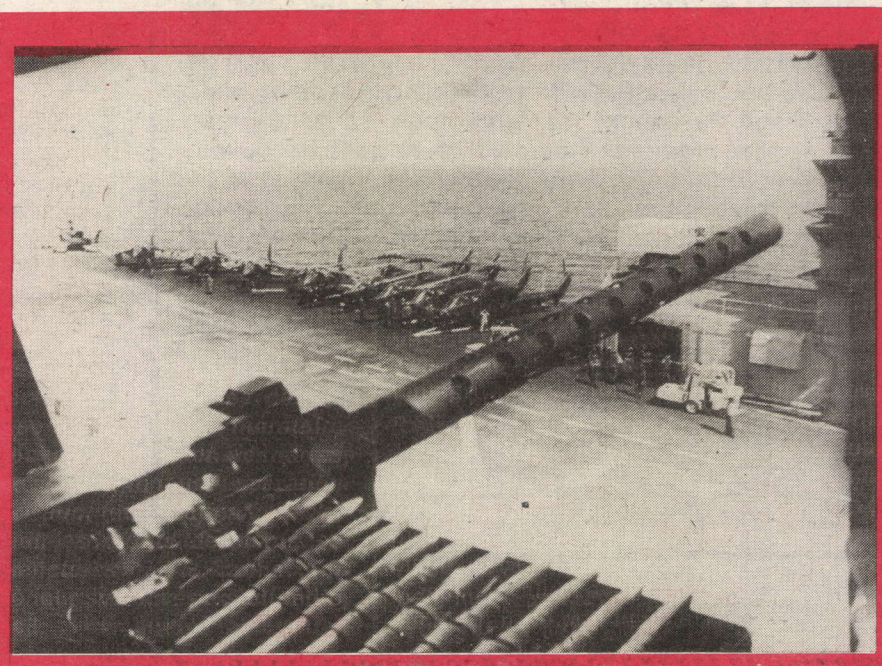
CHILI
l'opposition à la dictature

p. 9

impôts 84 :
les travailleurs sont les nouveaux riches de Delors

Liban :
vers une intervention de l'impérialisme ?

p. 11 - 12



M 6189 - 798 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 7 :
— **Turquie : trois années de dictature.**
— **Afrique du Sud : l'exploitation a encore fait 63 morts.**
Page 8 :
— **Pérou : Hugo Blanco suspendu de son mandat parlementaire.**
— **Espagne : Franco échappe à la casse.**
Page 9 :
— **Chili : l'opposition à la dictature s'amplifie.**
Pages 10 et 11 :
— **Liban : de l'interposition à l'intervention ?**
— **Boeing : USA et URSS ont intérêt à cacher la vérité.**

En France

Page 4 :
— **Où mène le racisme : à porter l'extrême-droite au pouvoir.**
Page 5 :
— **Dreux : la politique de la gauche fait le lit de la droite.**
Page 6 :
— **Marchais ne change pas de cap.**
— **Congrès du PS : tempête dans un verre d'eau.**
Pages 12 et 13 :
— **Roussel-Uclaf (Romainville) ; Talbot ; Renault-Billancourt ; Crédit Lyonnais.**
Pages 14 et 15 :
— **Renault-Flins ; SNECMA Gennevilliers ; Bernard-Moteurs (Rueil) ; PTT-centres de tri parisiens ; Chausson Gennevilliers ; SKF Ivry.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Films : *Frances,* de Graeme Clifford ; *Benvenuta ; Hanna K.,* de Costa-Gavras avec Jill Clayburgh.**
Page 18 :
— **Spectacle : *Il Signor Fagotto,* opéra bouffe d'Offenbach.**
Page 19 :
— **Livres : *Histoire de l'art,* d'Ernst Gombrich ; *Maria Republica,* d'Agustin Gomez-Arcos.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

dans notre courrier...

Des locataires en colère

Aux Verdins, à Saint-Doulchard près de Bourges, les loyers HLM ont doublé et nous avons dû payer une nouvelle caution, sous prétexte que l'extérieur de nos bâtiments a été refait. Ces logements ont 25 ans et nous n'avons pas à en payer les améliorations.

Au Moulon à Bourges, où les mêmes problèmes s'étaient posés, les locataires ont obtenu satisfaction. Alors, pourquoi pas nous ?

Nous avons élu un comité de locataires en assemblée générale. Huit locataires ont été élus à la première assemblée et trois autres à la deuxième.

Nous sommes allés, à une cinquantaine, voir le directeur des HLM, le maire et le député socialiste.

Le directeur ne semblait pas au courant de la nouvelle caution ; pourtant, il l'avait encaissée.

Le maire (qui fait partie du Conseil d'administration des HLM) et le député ont dit qu'ils se renseigneraient. Le député a commencé à dire que la « loi » devait être mal appliquée. Il croyait que cette loi datait de 1981. Alors que c'est en utilisant une loi de la droite qu'on nous escroque.

En bref

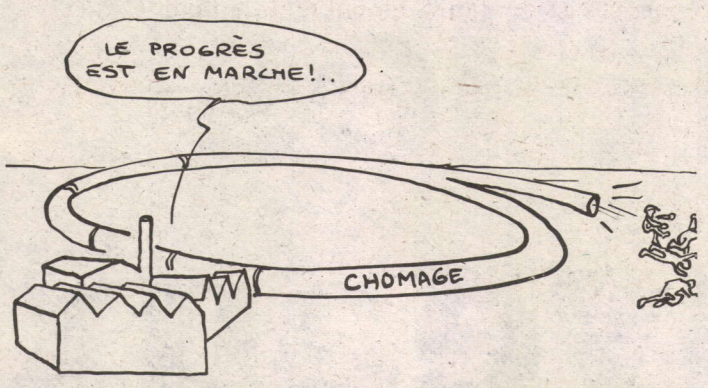
Le courrier arrive mal

La période des vacances a été l'occasion pour beaucoup de pester contre le mauvais fonctionnement de la poste. Le « J + 1 » courrier arrivant le lendemain de son envoi n'est plus qu'un lointain souvenir.

Dans son numéro de juillet, le journal *Que Choisir* publiait une étude sur la qualité du service postal : 2 500 lettres avaient été envoyées de toute la France en février et mars dernier. Les résultats sont édifiants : seulement 46 % de ces lettres (Paris-province et province-Paris) sont parvenues dans les 24 heures et 76 % dans les 48 heures. C'est donc une lettre sur quatre qui a mis plus de deux jours à parvenir à destination et près de 3 % ont même mis plus de quatre jours ! Il s'agit uniquement là du courrier « urgent », l'acheminement du courrier « non urgent » étant en moyenne un peu plus lent, mais pas beaucoup plus d'ailleurs.

Comment en est-on arrivé là, alors qu'il y a cinquante ans, avec des transports plus lents, on pouvait compter sur une réception plus rapide ? La première raison donnée par les PTT est l'augmentation du trafic. Celle-ci serait de 4 % par an, inégale d'ailleurs suivant le type de courrier, les lettres personnelles augmentant bien moins que le courrier d'affaires et administratif, le trafic de la presse diminuant de 1 % par an. D'après *Le Figaro,* le directeur des Postes aurait déclaré : « **Si l'on avait gardé les critères de rendement de la poste de jadis, la moitié des Français seraient facteurs** ». Un aveu, en somme : en choisissant de ne pas suffisamment accroître les effectifs, l'administration a accepté d'aller vers la dégradation du service.

SCIENCES : LE PATRONAT MODERNISE SON ACCÉLERATEUR.



Quand Barre et Giscard ont des idées

Le Parti Républicain tenait, la semaine dernière, une « université d'été ».

Pour attirer quelque 400 « universitaires », les organisateurs avaient invité à la fois Barre et Giscard. « Deux têtes d'affiche valent mieux qu'une », **comme dit *Les Echos.***

« Il ne faut pas chercher à séduire l'adversaire » **a dit Barre, qui en connaît un rayon dans le genre. Et, comme pour mettre les points sur les « i », parlant de fiscalité, il a précisé :** « J'ai un principe, c'est de ne jamais prendre d'engagements » **— c'est plus prudent en effet. Ceci étant, il a quand même ajouté** « qu'il faudra **— s'il revient au pouvoir —** que les Français travaillent pour payer les dettes de la France » **et que** « la droite devra faire un effort considérable pour modérer les dépenses sociales ». **Des fois que certains auraient cru le contraire...**

Giscard, lui, a fait dans un autre registre, et apparemment le repos lui fait du bien : « Colbert, c'est fini ; Napoléon, c'est fini », **s'est-il exclamé, et** « on ne peut plus dire : l'Etat, c'est moi. On doit dire : l'Etat, c'est nous ». (...) « Les Français, **a-t-il poursuivi,** ont besoin d'une grande idée. (...) Cela fait deux ans que je cherche ! » **Et Giscard a trouvé :** « C'est le libéralisme social ». **Original, non ?**

Pour préciser quand même un peu, il a fixé les objectifs : « L'opposition devra avant tout conduire le redressement économique de la France. Cela, nous savons le faire ! » **Nous, on ne s'en était pas aperçu !**

Enfin, les universitaires du PR, eux, ont eu beaucoup de chance. Ils ont eu un beau week-end !

910 emplois créés... 910 supprimés = zéro pour Mauroy

Lors d'une visite qu'il a faite à Orsay le lundi 12 septembre, Mauroy a annoncé la création de 910 emplois affectés à la Recherche en 1984. Il a alors déclaré : *« La maîtrise du savoir-faire scientifique et technique est bien, désormais, l'une des conditions essentielles du progrès industriel, économique et social. Par conséquent, il s'agit là d'une des voies de sortie de la crise ».*

Si c'est vrai, ce sera à toute petite vitesse puisque Mauroy a pris soin de préciser : *« Tout nouvel emploi créé dans un secteur devra être compensé par une suppression d'emploi dans un autre secteur »* **car** *« les exigences de la politique économique et budgétaire ne permettent pas, en 1984, de création nette d'emploi ».* **En clair, cela signifie que certains services publics vont se dégrader et que les conditions de travail vont s'y détériorer encore un peu plus. Drôle de progrès !**

Il n'y a Quin défaut...

Selon une note adressée à Charles Fiterman, la RATP rappelle qu'elle a créé 3 000 emplois en 2 ans. Bien...

Seulement voilà, dans cette note Claude Quin, le président de la Régie (par ailleurs membre du PCF), préconise un « **financement adéquat** ». Pour mieux prendre en compte « **l'évolution des coûts de fonctionnement et l'amélioration constante de la qualité du service rendu** », les tarifs de la RATP devraient augmenter avec « **une progression supérieure de quelques points à l'évolution des prix** ».

En d'autres termes, les usagers devront payer plus et toujours plus au nom de la « vérité des prix ». C'est vraiment le « ticket-choc » !

Pauvres Parisiens qui, d'après un sondage récent, réclament avant tout des « tarifs attractifs ». Enfin, le ministère pourra toujours essayer de faire passer cette pilule puisque, pendant 2 mois, une grande campagne de publicité pour les transports en commun va se dérouler : coût total, 5 millions de francs.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

Impôts 84 Les travailleurs sont les nouveaux riches de Delors

MÊME avec une heure et demie de discours à la télévision, Mitterrand ne nous fera pas prendre des vessies pour des lanternes. Il ne nous fera pas prendre un budget d'austérité pour un budget de justice sociale.

Drôle de justice sociale celle qui consiste à prélever, cette année encore, 1 % supplémentaire sur le revenu imposable, même des petits contribuables, pour boucher les trous de la Sécurité sociale. Drôle de justice sociale celle qui consiste à prélever 1 % de plus pour l'assurance vieillesse sur tous les salaires, y compris ceux qui sont inférieurs au SMIC.

Et ce sont ces deux mesures-là qui rapporteront de loin le plus d'argent, bien que ce ne soit pas celles-là que le gouvernement met en vedette, et pour cause ! Cela signifie que ce sont les petits revenus, les travailleurs en particulier, qui vont payer le gros des prélèvements, exactement comme avec un gouvernement de droite.

Et même lorsqu'il prétend faire payer surtout les hauts revenus, comme avec la surtaxe progressive, à qui le gouvernement s'en prend-il donc ? Car tout de même avec 12 000 F de salaire pour un couple, on n'est pas des millionnaires ! Et pourtant, on paiera ! Payeront des ouvriers qualifiés, payeront des techniciens ou des petits cadres, comme payeront ceux qui ont simplement contracté un prêt au logement, ceux qui ont une voiture...

Oui, le gouvernement s'en prend une fois de plus au pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Oh, sans doute pas seulement à celui de la classe ouvrière ; il égratigne aussi les revenus des classes moyennes. Pour récupérer de l'argent par tous les biais possibles, l'Etat s'en prend à l'immense majorité de la population. Les seuls qui échappent en réalité à la rigueur, ce sont les vrais riches, les fameuses grandes fortunes. Celles-là ne sont pas taxées de 8 %, ni même de 5 % mais seulement de 0,5 à 1,5 % et encore, après en avoir retranché les œuvres d'art, les fines bouteilles, les domaines forestiers, et l'outil de travail, c'est-à-dire les propriétés industrielles, commerciales ou agricoles qui sont définitivement exonérées. On se demande ce qui reste à taxer !

Oui, les vrais possédants, ceux qui détiennent les capitaux et les grandes entreprises de ce pays paieront toujours aussi peu d'impôts. Par contre, c'est vers eux que sera drainée une partie de l'argent amassé, puisque de nouveaux avantages sont prévus pour les entreprises.

Delors a juré à la télévision, avec de faux airs de jésuite qui ne croit pas lui-même ce qu'il dit et qui sait même que personne ne le croit, que cet effort fiscal est le dernier et que l'année prochaine, ça ira mieux. Mitterrand, lui, a répété que l'effort est nécessaire, et qu'il servira à quelque chose.

Mais à quoi donc ont servi jusqu'à présent tous les plans de rigueur et tous les budgets d'austérité ? La crise n'est pas moins grave, le chômage n'a pas reculé, et les travailleurs n'ont rien eu en retour des sacrifices qu'on leur a imposés.

Alors oui, le gouvernement mécontente la classe ouvrière qui paye assez pour savoir que malgré les beaux discours c'est bien elle que le gouvernement fait payer. Il n'y a que les classes moyennes pour croire que le gouvernement est au service des plus pauvres... puisqu'il le dit. Et le danger, c'est que le mécontentement de tous ces petits bourgeois, à qui le gouvernement demande à leur tour des sacrifices, soit dirigé contre la classe ouvrière qu'ils pensent responsable de tous leurs maux.

Dans cette période de crise, le gouvernement de gauche, parce qu'il ne veut pas s'en prendre aux riches est amené à s'en prendre à l'ensemble de la population. Et parce que c'est un gouvernement de gauche qui prétend représenter les intérêts de la classe ouvrière, il dresse inévitablement la petite bourgeoisie contre cette dernière, fournissant ainsi de nouvelles troupes à la droite voire à l'extrême-droite.

Pour conjurer ce danger, il est vital que la classe ouvrière se fasse entendre, qu'elle démontre par ses luttes qu'elle sait se défendre quand le gouvernement l'attaque de plein fouet, et qu'elle fasse savoir que ce n'est pas au nom de la classe ouvrière que le gouvernement mène cette politique injuste qui n'épargne que les vrais riches.

Arlette LAGUILLER

Le gouvernement assaisonne les salariés

Cette année les choses n'auront pas traîné. La période des congés d'été à peine terminée que déjà il nous faut payer le dernier tiers des impôts 1983, auxquels s'ajoutent les impôts locaux qui, dans beaucoup de municipalités, ont considérablement augmenté.

Mais les chèques ne sont pas encore remplis que déjà le gouvernement nous brosse le tableau des impôts que nous devrons payer l'an prochain. La semaine dernière Mauroy nous l'avait dit : en 1984 **« les Français payeront plus ».** Il n'avait pas exagéré puisque le projet de budget qui vient d'être rendu public accentue encore l'austérité.

En ce qui concerne la « surtaxe exceptionnelle de solidarité » tout d'abord. Eh bien celle-ci est non seulement reconduite mais s'étend. En 1983 il fallait payer plus de 28 000 F d'impôts pour y être assujetti. Cette année elle s'appliquera aux contribuables qui paieront plus de 20 000 F d'impôts. Le taux de cette surtaxe a été fixé à 5 % jusqu'à 30 000 F et 8 % au-delà. Cette majoration s'appliquera d'autre part sur l'intégralité de l'impôt et non pas sur la fraction de l'impôt supérieur à 20 000 F. Cette imposition concerne les cadres, bien sûr, mais aussi les techniciens et bon nombre d'ouvriers qualifiés. A défaut de faire payer les vrais riches, le gouvernement les trouve donc toujours plus bas !

Autre augmentation de la fiscalité mais pour tous les contribuables cette fois, celle concernant la Sécurité sociale. Pour boucher les trous, la cotisation de 1 % sur le revenu imposable qui avait été présentée comme exceptionnelle en 1983 sera reconduite en 1984. Mais nous dit-on cette taxe ne comblera pas tous les déficits de la Sécurité sociale, alors on augmentera les cotisations vieillesse d'un point. Les salariés payeront 5,70 % au lieu des 4,70 % actuels.

Bien d'autres mesures viendront encore alléger les poches des contribuables. Citons entre autres celle touchant à la vignette auto et dont l'abattement de 50 % sur les tarifs ne serait plus accordé qu'au-delà de 10 ans, contre cinq ans actuellement ; ou encore la limitation de la durée en ce qui concerne la déduction des intérêts d'emprunts relatifs à l'habitation principale qui passe de dix à cinq ans. Cette limitation pénalise évidemment ceux qui empruntent sur une longue durée, donc pas les plus favorisés des contribuables.

Si donc le budget 1984 s'en prend essentiellement aux faibles et aux moyens revenus imposables, le gouvernement a tenu à faire plusieurs gestes envers les plus riches. Comme par exemple :

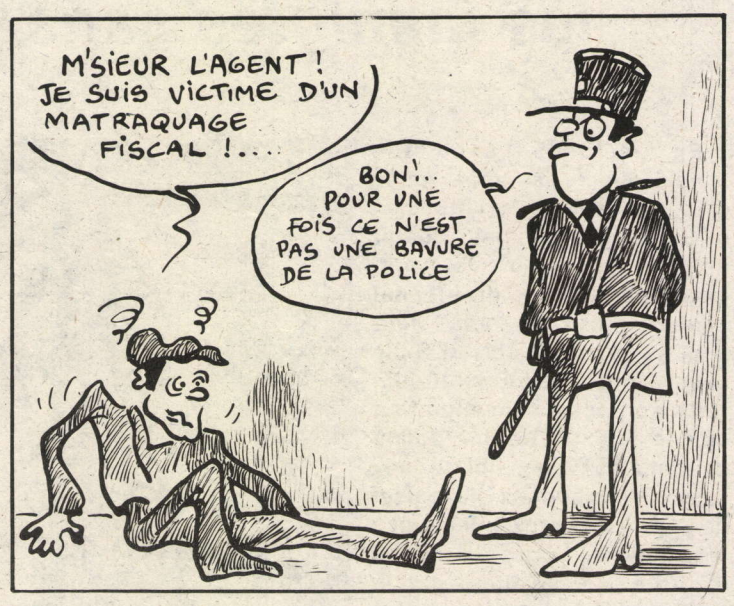
— la suppression de l'imposition de l'outil de travail au titre de l'impôt sur les grandes fortunes ;

— l'exonération totale d'impôt pour les entreprises nouvelles durant trois ans, puis une réduction de 50 % durant les deux années suivantes ;

— la réduction des charges sociales pour les entreprises employant de nombreux salariés, etc.

Certaines mesures comme en particulier l'alourdissement des droits de succession sur les grandes fortunes pourraient faire croire que le gouvernement compte toujours s'en prendre aux riches. En fait, il s'agit là encore d'un leurre puisque les recettes supplémentaires de ce poste budgétaire seraient somme toute assez réduites (350 millions de francs). Une toute petite égratignure, les enfants des riches n'auront même pas besoin de panser leurs plaies.

Avec le nouveau budget, c'est donc plusieurs milliards supplémentaires que l'Etat va drainer. Mais tout cet argent pour quoi faire ? Pour augmenter les budgets sociaux, ceux de l'enseignement, des hôpitaux, de la santé ? Certainement pas ! Ces budgets seront toujours de « rigueur » : moins de 6,3 % d'augmentation. Par contre, pour l'industrie, la recherche, la formation professionnelle, eh bien là, ce sera entre 15 et 20 % d'augmentation. Les patrons peuvent d'ores et déjà être satisfaits, les aides et les subventions vont affluer de plus belle dans leurs coffres. En effet, pour les grandes entreprises publiques industrielles, l'Etat double presque son aide financière. Les dotations en capital (pour le seul secteur industriel) passent de 7,45 milliards en 1983 à 12,85 milliards en 1984. Dans le même temps, les aides à l'industrie (hors recherche) passent de 38,1 milliards en 1983 à 43,6 milliards en 1984.



Le budget de la recherche, qui lui aussi bénéficie en premier lieu aux industriels, augmenterait de 15,5 %.

Et puis, bien sûr, la rigueur pour les salariés va s'accompagner de largesses pour l'armée. Nous paierons toujours et toujours plus pour que les généraux aillent défendre au Liban ou au Tchad des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Pour cela aussi il faudra de l'argent, pour payer les armements aux marchands de canons et aux avionneurs, pour entretenir des armées de paras. Et voilà pourquoi les Mitterrand, Mauroy et autres Delors nous prêchent rigueur et austérité.

Georges LATTIER

OU MENE LE RACISME :

à porter l'extrême-droite au pouvoir

La victoire de la droite à l'élection municipale de Dreux, dimanche, fait suite au succès remporté au premier tour par la liste d'extrême-droite, grâce à une campagne axée contre les travailleurs immigrés.

L'extrême-droite propose qu'on renvoie les immigrés chez eux, comme s'ils étaient responsables du chômage et de la crise. Il se trouve malheureusement des gens pour se laisser prendre à ces arguments imbéciles. Y compris parmi les travailleurs et les couches populaires, il s'en trouve pour croire qu'ils peuvent se sauver du chômage et de la crise de la société capitaliste en se retournant contre plus exploités qu'eux, en se retournant contre les travailleurs immigrés plutôt que contre patrons et gouvernants.

Les démagogues d'extrême-droite le savent : Hitler est venu au pouvoir en faisant croire aux petits bourgeois et aux travailleurs allemands que les responsables de leurs malheurs étaient les Juifs. La dictature qu'il a instaurée alors a pesé non seulement sur les Juifs, mais sur tout le peuple allemand, qui a été réduit au travail forcé et à la famine, avant de partir mourir sur les champs de bataille de toute l'Europe pour le seul profit des capitalistes et des marchands de canons.

Il y a loin, bien sûr, d'un petit succès électoral aux municipales à l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite. Mais il faut savoir que celle-ci, en France, ne fait rien d'autre que chercher à imiter Hitler. Si elle venait au pouvoir, elle renverrait peut-être les immigrés chez eux, et elle instaurerait aussi la dictature pour toute la population française. Et par la même occasion les travailleurs français seraient réduits à l'esclavage, avant peut-être d'être envoyés sur les champs de bataille du Tchad, du Liban ou d'ailleurs, mourir pour les intérêts de leurs patrons, au nom de la grandeur de la France !

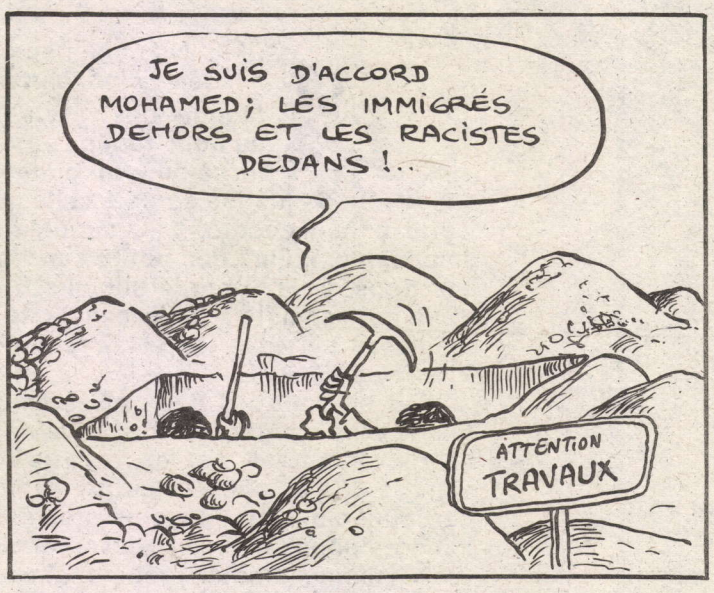
Tous ceux parmi les travailleurs qui, aujourd'hui, se laisseraient prendre aux arguments contre les travailleurs immigrés se feraient les complices d'une politique qui favorise les pires ennemis de la classe ouvrière.

Il est largement temps d'en prendre conscience. Car la force de la classe ouvrière est bien plus grande que celle de ces apprentis dictateurs. A condition que la classe ouvrière ne se laisse pas diviser entre travailleurs immigrés et travailleurs français.

Aujourd'hui, les Partis Socialiste et Communiste se lamentent des résultats de Dreux. Mais ils en sont aussi responsables. Ils sont au gouvernement et y font une politique qui renforce la droite, une politique au service des patrons, qui décourage leurs meilleurs soutiens, les travailleurs eux-mêmes. Le gouvernement est complice de la propagande anti-immigrés. Cela n'aboutit qu'à empêcher la classe ouvrière de lutter contre ses vrais ennemis, qui sont les patrons et le gouvernement à leur service.

Pendant ce temps, les militants socialistes et communistes, les militants des organisations syndicales, se sentent paralysés parce que le gouvernement actuel se réclame de la gauche et de leurs partis !

L'élection de Dreux n'est qu'un signe, mais un signe



inquiétant pour l'avenir. C'est un nouveau signe que la politique de la gauche au pouvoir ne fait pas que renforcer la droite mais aussi l'extrême-droite, c'est-à-dire les pires ennemis des travailleurs. C'est le signe que la classe ouvrière ne s'est que trop laissé abuser par la politique des dirigeants des partis de gauche, qu'elle n'a que trop attendu pour entrer en lutte et montrer sa force.

Car c'est la seule arme dont elle dispose pour se faire respecter, non seulement du patronat, des riches et des puissants, mais aussi pour se faire craindre de tous les apprentis dictateurs qui voudraient écraser la classe ouvrière, écraser les syndicats et supprimer les droits politiques de tous, en installant en France un régime digne de celui d'Hitler, de Mussolini, de Franco ou de Pinochet.

Editorial des bulletins d'entreprise **Lutte Ouvrière**

Le gouvernement de gauche rapide et efficace contre... les immigrés sans papiers

En décidant l'expulsion « provisoire » de trois immigrés, un Marocain, un Tunisien et un Sénégalais, pour défaut de titre de séjour, la vingt-troisième chambre du tribunal correctionnel de Paris vient pour la première fois d'appliquer la nouvelle loi du 10 juin 1983 à propos de l'immigration clandestine. Cette loi donne désormais la possibilité aux juges des tribunaux d'expulser de France « provisoirement » les étrangers ne possédant pas de titre de séjour régulier. Cette expulsion immédiate les prive en fait — sinon en droit — de la possibilité de faire appel. Certes, la loi prévoit que des sauf-conduits pourront leur être délivrés pour assister aux audiences de la cour d'appel, comme l'ont fait remarquer à juste titre les avocats des trois immigrés passés devant la vingt-troisième chambre correctionnelle. Mais cela nécessiterait des frais de voyage tellement importants que la plupart de ceux, pour ne pas dire tous, qui vont se trouver dans cette situation ne pourront pas se servir de ce recours.

La loi du 10 juin 1983 avait été présentée comme plus libérale, car elle abrogeait certains textes précédents qui prévoyaient des condamnations à la prison pour les étrangers en situation irrégulière, puis la reconduite à la frontière une fois purgée la peine. Dans la réalité, il s'agit d'une procédure encore plus expéditive, qui offre encore moins de garantie à ceux à qui elle est appliquée.

Le gouvernement veut faire preuve de fermeté envers les travailleurs immigrés. C'est évidemment plus facile que de tenir la dragée haute au patronat.

Mesures discriminatoires envers les maîtres-auxiliaires étrangers

Dans l'académie de Versailles, les 250 enseignants maîtres-auxiliaires (non titulaires) n'ayant pas la nationalité française ne pourront être réembauchés. Cette mesure est une conséquence du nouveau plan de titularisation des maîtres-auxiliaires. En effet, comme seuls les enseignants français peuvent être titularisés, les enseignants immigrés ne bénéficient plus de la garantie de réemploi considérée par le rectorat de Versailles comme une étape vers la titularisation.

Cependant certains immigrés, les réfugiés politiques et les résidents « privilégiés », pourront être nommés « sans formalité particulière »... une fois que tous les maîtres-auxiliaires français auront été nommés. Autrement dit, si on a besoin d'eux pour servir de bouche-trous dans quelque établissement perdu de l'académie, on fera appel à eux ! Mais pour l'instant, les services du rectorat de Versailles déclarent ne pas avoir de poste pour les étrangers, privilégiés ou pas. C'est ce qui a été répondu à certains d'entre eux.

Les maîtres-auxiliaires étrangers se retrouvent ainsi sur le pavé, sans même l'indemnité d'attente que l'Etat verse aux maîtres-auxiliaires français non nommés. De la part du rectorat de Versailles, c'est là une mesure essentiellement discriminatoire envers les enseignants étrangers, qui devaient se rassembler en signe de protestation devant les portes du rectorat ce mardi 13 septembre.

Pour l'instant, l'académie de Versailles semble être la seule à avoir osé prendre de telles mesures de licenciement. Reste à savoir quelle sera l'attitude du gouvernement devant ce qui est en si complète contradiction avec ses déclarations sur la « nécessaire » intégration des immigrés ayant un travail...

Attaqués par un commando au retour de la fête de *L'Huma*

Dimanche soir, les passagers de l'un des bus revenant de la fête de *L'Humanité* et s'arrêtant au métro Fort-d'Aubervilliers ont été victimes d'une agression. Alors qu'une bonne partie des voyageurs étaient déjà descendus dans le métro, ceux qui s'apprêtaient à faire de même étaient attaqués par un groupe d'une dizaine de jeunes. La moitié avaient voyagé dans le même bus que les visiteurs de la fête, les autres les attendaient à l'arrivée d'Aubervilliers pour, ensemble, sortir des matraques et mener leur sale coup contre des sympathisants du PCF... mais à condition que ceux-ci ne soient pas nombreux, soient peu susceptibles de se défendre (il y avait parmi les passagers attaqués des femmes et des enfants) et que cela se passe avec le moins de témoins possible.

Une action de commando bien à l'image de ce qu'est aujourd'hui la racaille d'extrême-droite.

Dreux :
la politique de la gauche fait le lit de la droite

« Un avertissement à prendre au sérieux » **titrait *L'Humanité* du 13 septembre à propos de l'élection municipale de Dreux où la droite alliée au Front National (qui avait réuni 17 % des voix au premier tour) l'a emporté au deuxième tour avec plus de 55 % des voix. Malgré l'intense campagne des partis de gauche, la liste PC-PS n'a recueilli que 45 % des suffrages perdant 741 voix par rapport au deuxième tour de mars 1983, alors que la droite, elle, en gagnait 300 de plus.**

La campagne anti-immigrés menée par le Front National s'est révélée payante électoralement, c'est un fait. Mais c'est le gouvernement socialiste qui a contribué à désigner les travailleurs émigrés comme des boucs émissaires pour les difficultés que connaissent les couches populaires dans cette période de crise. Quand on se vante comme il le fait de faire la chasse aux immigrés clandestins, en prétendant que c'est indispensable pour améliorer la situation des autres travailleurs (qu'ils soient émigrés ou pas) c'est bel et bien une façon de désigner les émigrés comme responsables des maux qui frappent la population laborieuse, responsables du chômage de plus de deux millions de travailleurs, responsables des mauvaises conditions de logement de millions de gens ou de l'insécurité des grandes villes.

Tout récemment encore, le gouvernement vient de décider une nouvelle série de mesures visant à l'expulsion des travailleurs immigrés en situation irrégulière.

Cette publicité faite autour des « clandestins » est un moyen hypocrite de jeter la suspicion sur l'ensemble des travailleurs immigrés. Car qui peut distinguer un travailleur légalement immigré et celui qui est ici illégalement ? D'ailleurs la police ne fait pas le détail. La chasse aux travailleurs clandestins prend la forme de contrôles d'identité fréquents, de brimades et de vexations pour l'ensemble des travailleurs immigrés sous prétexte de retrouver les « clandestins ».

Pierre Mauroy a redéfini au lendemain de l'élection de Dreux sa politique en la matière : « Pas de nouveaux immigrés ; reconduire à la frontière par décision de justice ceux qui sont en situation irrégulière ; par contre, meilleure insertion de l'ensemble des autres travailleurs ». **Le Premier ministre persiste et signe et répond à la campagne anti-émigrés de l'extrême-droite en rappelant que le gouvernement s'est engagé à prendre des mesures contre l'immigration.**

Le Parti Communiste insiste lui aussi, en termes plus mesurés, dans l'éditorial de *L'Humanité* du 14 septembre, sur la nécessité « de mettre un terme au gonflement de l'immigration, aux situations irrégulières, mais aussi de favoriser vite l'insertion des immigrés déjà installés ». **Et *L'Humanité* ajoute :** « Mais surtout si l'on ne veut pas aller de boucs émissaires en boucs émissaires, si l'on veut faire refluer la démagogie en particulier dans les couches populaires, il est indispensable que la politique nouvelle s'attaque résolument à la crise et à ses manifestations. »

Effectivement c'est bien là le problème. Mais c'est justement ce que le gouvernement socialiste ne fait pas. Et depuis plus de deux ans qu'il est au pouvoir, il mène une politique qui, comme celle de la droite, fait retomber le poids de la crise sur les couches populaires. Cela n'empêche pas le Parti Communiste de soutenir cette politique, de la défendre devant les travailleurs, d'en être pleinement solidaire. C'est dire que le Parti Communiste contribue lui aussi à désarmer les travailleurs face à tous ceux qui tentent de diviser la classe ouvrière.

D'ailleurs *L'Humanité* tire la sonnette d'alarme à propos des élections de Dreux. C'est pour exhorter le gouvernement à « conduire activement la politique qu'il a définie en matière d'émigration ». **(*L'Humanité,* 13 septembre).**

La politique du gouvernement de gauche contribue à paralyser la classe ouvrière, à lui faire oublier qu'elle est forte quand elle est unie dans la lutte.

C'est une politique criminelle. Car elle désarme la classe ouvrière face aux attaques du gouvernement et du patronat qui vise à lui faire payer la crise. Elle la démoralise par là-même et prépare le terrain à la droite, voire à l'extrême-droite, qui sait exploiter les sentiments racistes ou xénophobes pour se renforcer et s'attaquer ensuite à la classe ouvrière, émigrée ou pas.

Ce n'est que si les travailleurs refusent de se laisser piéger par la propagande anti-immigrés, que s'ils refusent de se laisser diviser et désolidariser, que si les militants ouvriers du PC et du PS prennent conscience du danger que fait courir à la classe ouvrière la politique menée par le gouvernement de gauche que les travailleurs pourront se dresser de toute leur force contre leurs ennemis et imposer leur volonté au patronat, comme à tous les politiciens à leur service qu'ils soient de gauche, de droite ou d'extrême-droite.

Une alliance qui n'est pas surprenante

L'accord électoral passé à Dreux entre la droite et l'extrême-droite est dénoncé par la gauche comme une alliance contre nature. Edmond Maire parle ainsi de « dérive grave de l'opposition », **Edith Cresson regrette que la droite n'ait** « pas manifesté de dégoût particulier envers l'extrême-droite » **et Charles Fiterman souligne le danger d'une telle orientation. Comme s'il y avait là de quoi s'étonner.**

... à l'époque où l'impérialisme français faisait la guerre en Algérie...

Certes, la droite n'épouse pas toutes les idées de l'extrême-droite. Mais, comme les uns et les autres défendent les mêmes intérêts, ceux de l'impérialisme français, sur bien des points, leurs positions se rejoignent. Tous deux agitent des préjugés racistes ; tous deux sont profondément anti-ouvriers ; tous deux, au début de la guerre d'Algérie, étaient partisans de l'Algérie française — tout comme Mitterrand d'ailleurs qui, en 1956, lorsqu'il était ministre de la Justice, n'hésitait pas à déclarer à propos de l'Algérie : « La seule négociation, c'est la guerre. »

Dans ces conditions, que la droite puisse se retrouver aux côtés de l'extrême-droite quand ses intérêts de boutique l'exigent, cela n'a, tout compte fait, rien d'étonnant.

Oui, les idées de Le Pen sont dangereuses pour la classe ouvrière, c'est pourquoi il ne faut user d'aucune démagogie qui puisse les renforcer. Et ce qui est alarmant aujourd'hui, c'est que la politique menée par la gauche permette le renforcement de sentiments anti-immigrés et xénophobes dans la population apportant ainsi de l'eau au moulin de l'extrême-droite.

Et ce qui est choquant surtout c'est que, deux ans après la venue de la gauche au pouvoir, la droite et l'extrême-droite se renforcent !

Information ou intoxication

Le Canard Enchaîné a révélé, et l'ensemble de la presse en a fait ses gros titres, que trois maires et une maire-adjointe, tous membres du PCF avaient été inculpés au cours de l'été dans l'affaire des fausses factures. Aujourd'hui, les inculpés protestent de leur innocence. Mais évidemment, il n'est pas impossible que ces quatre élus du PCF mis en cause ne soient pas entièrement blancs, même si le PCF et ses élus se targuent de gérer de façon scrupuleusement honnête leurs municipalités. Cela n'aurait d'ailleurs rien de très surprenant dans cette histoire de fausses factures où sont impliquées, aux quatre coins de la France, des dizaines et des dizaines de personnes de tout bord et de tout parti. Ils ne feraient certes pas figure de cas particuliers ou isolés !

Mais justement, on ne sait pas si affaire il y a ou pas en ce qui concerne les maires communistes. Ce qui n'empêche pas la presse de mettre en évidence, de rapporcher délibérément en les présentant comme étant liées, ces quatre inculpations qui n'ont cependant pas eu lieu en même temps, ni pour les mêmes motifs. Et ce n'est pas innocent. Le seul point commun de ces inculpations — parmi tant d'autres encore une fois — c'est qu'elles concernent des élus membres du Parti Communiste alors qu'il y a probablement bien plus de membres d'autres partis que de membres du PC concernés. Rappelons quand même au passage que si parmi le lot d'inculpés figure un ancien adjoint de Gaston Defferre à la mairie de Marseille, il y a aussi un adjoint de Jacques Médecin, maire RPR de Nice.

Bref, la façon dont aujourd'hui la presse monte en épingle ces quatre inculpations relève vraisemblablement d'une opération politique contre le PCF.

L.P.

MARCHAIS NE CHANGE PAS DE CAP

La fête de *L'Humanité* a été à nouveau l'occasion pour Georges Marchais, secrétaire du Parti Communiste Français, de faire le point sur la politique gouvernementale et d'afficher son jugement optimiste : « *Nous sommes à mi-parcours, par rapport aux élections législatives de 1986. Le bilan est positif : chômage stoppé, inflation en baisse, réformes importantes votées, dont les droits nouveaux donnés aux travailleurs dans les entreprises* ». Pour Marchais, en somme, les travailleurs devraient être contents. Mais comme il ne peut ignorer que les mécontents sont nombreux, il a tenu à prendre quelque distance à l'égard du projet de budget 1984 et de la surtaxe fiscale de 5 à 10 % qui doit frapper ceux qui payent plus de 20 000 F d'impôts. « *Nous pensons que le plancher est trop bas, nous l'avons dit à Pierre Mauroy. (...) Il y a 110 000 familles en France qui possèdent 1 500 milliards, c'est là qu'il faut prendre l'argent* ». Sur ce thème, Marchais a été relayé par Pierre Juquin qui, cette année, assurait le discours central de la fête de *L'Humanité*.

Derrière ces déclarations, si le mot n'a pas été prononcé, il y a en filigrane de la part des dirigeants du Parti Communiste Français la fameuse formule : « *Il faut faire payer les riches* ». Mais Marchais comme Juquin se sont bien gardés de dire comment les travailleurs pouvaient se donner les moyens de faire payer les grosses fortunes. Et pour cause.

Le PCF se contentera d'une proposition respectueuse au Parlement. Cela n'empêchera pas le gouvernement de protéger les riches en faisant payer les pauvres, ni Georges Marchais de « *soutenir le Premier ministre dans son budget* », comme il l'a rappelé.

En attendant, les dirigeants du PCF suggèrent des « *améliorations* » pour tenter de montrer aux militants et aux travailleurs qui les soutiennent, dans les entreprises notamment, et qui sont mécontents de la politique menée par le gouvernement, que le PCF défend toujours les gens modestes, qu'il a une politique plus à gauche et qu'il « *ne s'est pas mis la corde au cou* » en entrant au gouvernement. A ce petit jeu subtil, le PCF se livre depuis qu'il est au gouvernement, car il ne tient pas à perdre tout son crédit auprès de ses militants et des millions de travailleurs qui forment sa base électorale.

Mais ces discours dominicaux sur « *taxer les grosses fortunes* » ou « *faire payer les riches* » restent des formules creuses sans contenu ni lendemain, qui n'empêchent en rien le PCF de donner son soutien inconditionnel à la politique gouvernementale, pourtant foncièrement anti-ouvrière.

Pierre VILMA

Les gros yeux de Jospin au PCF

Interrogé au Grand Jury RTL-*Le Monde* sur les divergences d'analyse entre le PS et le PC, Lionel Jospin, secrétaire du PS, a déclaré dimanche dernier : « *Je préférerais évidemment que, sur les questions internationales, l'accord avec les communistes soit complet et que l'écart soit moins grand* » mais, « *à mon sens, le problème est plus aigu pour ce qui concerne la politique économique et sociale... ils ne peuvent pas simplement s'attribuer la rose et nous laisser les épines* ».

Ainsi le secrétaire du PS admet encore que le PC se permette quelques divergences sur la politique extérieure, mais proteste contre tout écart de langage sur la politique économique et sociale du gouvernement. Le PS tient à embarquer le PC avec lui dans la galère de l'impopularité. Et puisque les dirigeants du PS s'aplatissent devant le gouvernement ou, le doigt sur la couture, appuient plan d'austérité, augmentations d'impôts et toute la politique de droite faite par ce gouvernement de gauche, ils réclament du PC, non pas qu'il soutienne le gouvernement lui aussi — c'est déjà fait — mais qu'il ne se permette même pas l'ombre d'une critique.

Finalement, ce que Jospin reprochait au PC dimanche, c'est de ne pas en faire assez. Ce qu'il voudrait, c'est qu'il prenne modèle sur le PS qui, dans son rôle de godillot, n'a pas son pareil.

Marie ANTONIN

Cynique

Marchais et Juquin ont beau essayer de faire croire qu'ils veulent faire payer les riches, ça n'empêche pas André Wurmser dans *L'Humanité* du mardi 13 septembre de se faire le chevalier servant du gouvernement. Il s'indigne en effet d'un titre du journal télévisé de l'A2 : *Les Français paieront plus d'impôts.* Laisser ainsi la télévision nationale être aussi « *antigouvernementale* », « *ce n'est plus, de la part de ce gouvernement, du libéralisme, c'est du masochisme* », commente André Wurmser.

Un bon tour de vis dans les rédactions de la télé nationale et encore plus de mensonges sur le petit écran, serait-ce là le souhait d'André Wurmser ? Pas « maso », Wurmser, mais cynique !

Congrès du PS

Tempête dans un verre d'eau

Trois motions seront présentées au Congrès du Parti Socialiste les 28, 29 et 30 octobre prochains.

La première regroupe les mitterrandistes, les mauroyistes et les rocardiens, la seconde le CERES avec Chevènement, et la troisième des dissidents rocardiens groupés autour d'un député de l'Oise Alain Richard et de Marie-Noëlle Lienemann, membre du Bureau exécutif.

Il n'est pas nouveau que des courants s'affrontent au sein du PS. Avant 1981, il y avait le courant de Mitterrand, celui de Mauroy ou de Rocard, sans compter le CERES. Chacun avait sa propre clientèle, qui lui servait de faire-valoir pour trouver de bonnes places, si ce n'est la direction, au sein du parti. S'il y a une chose à noter aujourd'hui, c'est qu'au contraire, maintenant que la gauche est au pouvoir, tous les ténors du PS se retrouvent ensemble pour défendre la politique du gouvernement.

Et le fait que le CERES présente une motion séparée ne veut pas dire qu'il propose une politique différente. Il le dit clairement : « *Nous préférons un vrai congrès, avec les clarifications nécessaires ; mais il n'y a pas d'incompatibilités majeures entre le texte 1 et nous* ». Et oui ! il n'y en a pas.

Si certains proposent quelques modalités différentes dans l'application de la politique du gouvernement, tous sont bien d'accord sur le fond de cette politique. Et il n'y a aucune chance qu'on les voie monter à la tribune pour attaquer par exemple l'intervention française au Tchad, les mesures d'austérité contre les travailleurs ou la politique de la carpette que mène Mitterrand devant le patronat.

Cela laisse présager de ce que sera le prochain congrès du PS : un ronron pro-gouvernemental bon chic-bon genre.

Marie-Claude SOLAC

Réunion publique
DE LUTTE OUVRIERE

A ROUEN
VENDREDI 23 SEPTEMBRE

20 h 30 · Halle aux Toiles

FETES DE LUTTE OUVRIERE

le dimanche 25 septembre
à

ORLEANS

A PARTIR DE 10 H · Centre de loisirs Saint-Jean-De-Braye

MARSEILLE

A PARTIR DE 12 H · Parc de Valabre Gardanne

TURQUIE :

Trois années de dictature

Dans les rues d'Ankara, la capitale, quelques jours après le coup d'Etat de 1980.

Pour protester contre la dictature que fait régner depuis trois ans en Turquie une junte militaire, un millier de personnes, Turcs dans leur grande majorité, ont manifesté à Paris le 10 septembre. Il y a tout juste trois années en effet, le 12 septembre 1980, l'armée turque s'emparait du pouvoir et imposait sa sinistre dictature.

Le général Evren qui dirige le gouvernement estime quant à lui que son bilan est positif. Dans un discours radiotélévisé célébrant l'instauration du régime, il a eu le front de déclarer : « Il n'existe pas au monde un régime militaire qui se soit avéré aussi modéré que le nôtre ». **Mais les faits sont là, qui démentent ces propos mensongers.**

Dans un rapport rédigé au nom des élus communistes de l'Assemblée européenne, René Piquet établissait la longue liste des exactions commises. Depuis le coup d'Etat, plus de 100 000 personnes ont été arrêtées, 137 sont mortes sous la torture, 167 tuées dans des opérations de police, 48 ont été pendues et le nombre des peines de mort demandées atteint le nombre de 4 000.

Mais Evren voudrait bien donner une image avenante de son régime, ne serait-ce qu'en vue d'une éventuelle intégration de la Turquie dans le Marché Commun.

C'est dans cette perspective d'ailleurs qu'Evren place les élections du 6 novembre prochain qui sont censées remplacer la dictature militaire par un régime démocratique et parlementaire. Mais si les militaires disent vouloir renouer avec le système démocratique, c'est sous leur contrôle et à leurs conditions que se fera cette prétendue évolution.

La nouvelle constitution, qui devra entrer en vigueur en novembre 1983, maintiendra les principales atteintes actuelles aux libertés : interdiction du droit de grève, des conventions collectives, du droit d'association et de toutes les garanties pour la liberté d'expression.

Quant aux élections du 6 novembre, ne pourront y participer que les partis « agréés » par les militaires. Trois partis seulement sont autorisés, deux de droite et un de... centre gauche ! Situation que cyniquement un journaliste de *Tercuman* (droite) résumait par cette phrase : « S'ils préfèrent manger à la carte, ils **(les électeurs)** devront se contenter de ce qu'on leur servira, sauf à rester sur leur faim ». **Comme on le voit, personne ne croit en Turquie à une libéralisation du régime, pas même la droite !**

Stéphane HENIN

GRANDE-BRETAGNE :

Les bureaucrates syndicaux en état de manque de... concertation

Le congrès annuel du TUC — qui rassemble la plupart des syndicats britanniques — s'est tenu début septembre à Blackpool. Et une fois de plus, il aura été entièrement consacré à une bagarre d'appareil entre l'aile « gauche » et l'aile « droite » syndicales.

Cette fois-ci, il s'agissait d'une réforme du système de nomination de la direction nationale du TUC qui, en donnant automatiquement les deux tiers des sièges aux grands syndicats, permettrait à la droite de s'assurer une confortable majorité à la direction du TUC. C'est finalement cette proposition qui l'a emporté, et le congrès s'est terminé par l'élection d'une direction où la droite compte 38 sièges sur 51.

Cette querelle juridique d'appareil n'est en fait qu'un épisode de plus dans l'offensive que mène depuis plus de trois ans la droite travailliste, aussi bien dans le parti travailliste que dans les syndicats, pour s'en assurer le contrôle.

Non pas que les uns ou les autres aient des choses bien différentes à proposer aux travailleurs pour lutter contre la crise et le chômage. Simplement les uns, ceux qui constituent la « gauche », continuent à tout miser sur une future victoire travailliste (perspective à long terme après la victoire des conservateurs aux élections du 9 juin), tandis que les autres, ceux qui constituent la « droite », s'affirment partisans d'une politique plus « réaliste ». C'est-à-dire comme l'a affirmé celui qui apparaît comme le leader des droitiers, Frank Chapple, secrétaire du syndicat des électriciens : **« Il faut que nous mettions en place une politique de collaboration (avec le gouvernement) afin de redonner vie à la Grande-Bretagne »,** ajoutant par ailleurs que c'était l'unique façon d'enrayer la baisse des effectifs syndicaux (8 % en moins en trois ans), et de redonner aux travailleurs confiance dans l'utilité et l'efficacité du syndicalisme.

Il est vrai que, depuis l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979, les dirigeants syndicaux ont été quelque peu privés de concertation. Au contraire, le gouvernement conservateur s'est efforcé de réduire aux yeux de l'opinion publique le rôle des directions syndicales dans la vie du pays. Et, de toute évidence, bon nombre de bureaucrates trouvent que la situation a assez duré, et qu'il n'est pas question d'attendre encore cinq ans un hypothétique retour des travaillistes au pouvoir pour retrouver enfin la chaude ambiance des réunions autour du tapis vert.

D'ailleurs, tout est d'ores et déjà prévu : une réunion aura bientôt lieu entre les dirigeants du TUC et le ministre du Travail Norman Tebbit pour discuter... d'une nouvelle réglementation concernant les subsides versés par les syndicats aux partis politiques (c'est-à-dire essentiellement au Parti Travailliste).

Voilà qui va certainement faire chaud au cœur des quatre millions de chômeurs du pays, et redonner confiance aux vingt millions de travailleurs qui ne le sont pas encore, mais qui redoutent de l'être un jour !

François ROULEAU

AFRIQUE DU SUD :

L'exploitation a encore fait 63 morts

Soixante-trois mineurs ont été tués dans une mine de charbon en Afrique du Sud. Une telle catastrophe est chose courante dans ce pays : 800 morts par an, soit 3 par jour et plus de 20 000 blessés, tel est le sinistre bilan des mines sud-africaines. Il y a quelques mois, en avril, seize mineurs mouraient dans une mine d'uranium. La presse n'avait alors parlé de ce sinistre fait divers que parce que cinq cents mineurs refusaient de retourner dans les galeries avant que de nouvelles mesures de sécurité soient prises. Ils ont tous été licenciés.

L'Afrique du Sud se place dans les premiers rangs mondiaux pour la production de diamants, d'or, d'uranium, de platine et de charbon et c'est par la surexploitation de 430 000 mineurs noirs qu'elle extrait toutes ses richesses.

Pour un salaire de 1 000 F par mois, ces ouvriers travaillent sous terre, dans une chaleur étouffante, six jours par semaine. Ils vivent entassés dans des baraquements où leurs familles sont interdites de séjour. Ils n'ont pas le droit de grève, peuvent être renvoyés du jour au lendemain et se retrouver au chômage sans aucune ressource pour subsister.

Tous les travaux qualifiés sont réservés aux Blancs. Il n'y a pas de contremaîtres ou de dynamiteurs noirs.

Il n'est donc pas étonnant que la colère des mineurs noirs éclate périodiquement. En juillet 1982, les mineurs de plusieurs compagnies se sont mis en grève pour protester contre la baisse de leur pouvoir d'achat. Des batailles rangées les opposèrent aux forces de l'ordre. Le bilan fut lourd : 11 morts, 150 blessés et 5 000 licenciements.

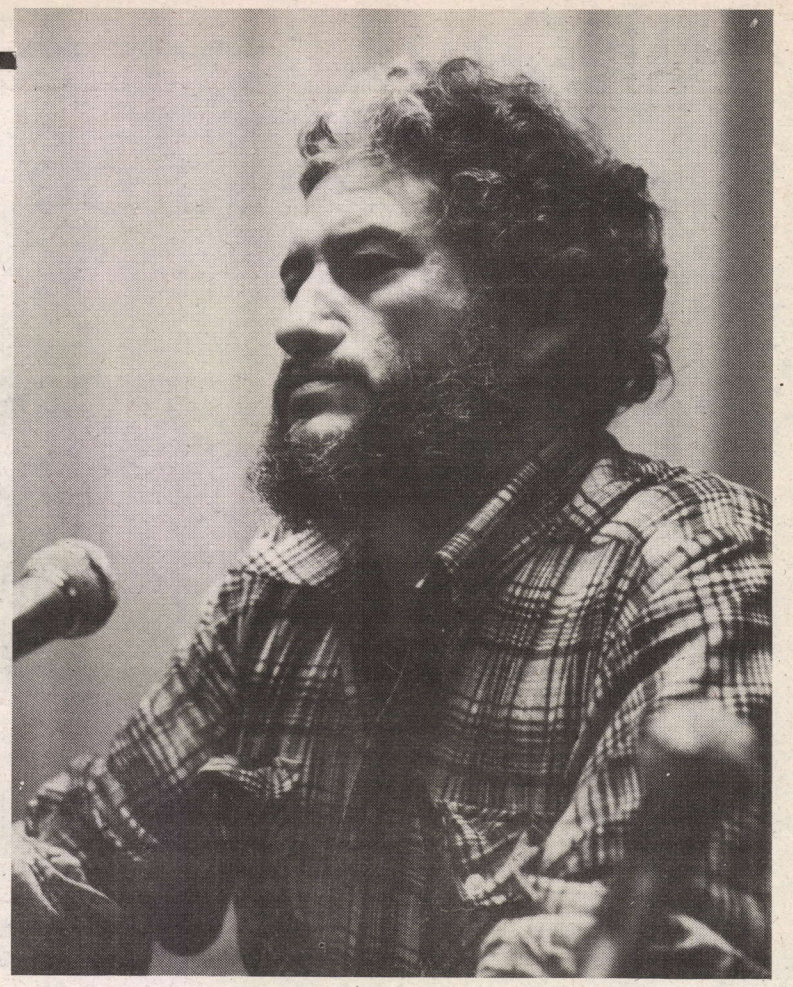
Au pays de l'Apartheid, les grandes compagnies minières se portent très bien et continuent à s'enrichir...

Joëlle GERARD

Un mineur contrôlé avant son entrée dans la zone blanche où se trouve la mine.

PEROU

Hugo Blanco suspendu de son mandat parlementaire



Nous publions ci-dessous une déclaration de Hugo Blanco, dirigeant du PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs — section péruvienne de la IVe Internationale).

Hugo Blanco avait été élu en mai 1980 député au Parlement de ce pays. A la suite de ces élections, le pouvoir revenait aux civils, après 12 ans de régime militaire. Le président en était l'architecte Belaunde Terry, dirigeant de l'Action Populaire, qui se définit comme un parti de centre-droit ; ce même Belaunde Terry avait été chassé en octobre 1968 par le coup d'Etat du général Velasco.

Mais le retour de la droite civile n'a rien changé à la situation des classes populaires. Depuis trois ans, la situation économique, essentiellement due à la crise mondiale, s'est considérablement aggravée. Le gouvernement continue bien sûr de faire supporter le poids de cette crise aux classes pauves des villes et des campagnes. Et dans ce contexte, d'une part la guérilla et le terrorisme paraissent se développer, d'autre part des mouvements de grève à l'échelle de villes, de régions ou de secteurs industriels. D'après la presse, la grève générale de mars 1983 aurait été largement suivie. Mais dès que les travailleurs et les paysans descendent dans la rue, font grève, le gouvernement réagit par la suspension des libertés, l'état de siège, les mesures répressives. Quant au retour à la démocratie, s'il se traduit bien par la remise en route des institutions qui caractérisent les régimes parlementaires traditionnels (Parlement, élections, etc.), il reste une véritable farce.

« Le 29 août, j'ai été suspendu de mes fonctions de député pour avoir accusé à la tribune du Parlement le général Clemente Noel, chef militaire de la région d'Ayacucho, d'assassinat.

Je proteste contre la forme et le fond de cette procédure expéditive qui suspend mon mandat jusqu'à la fin de la session parlementaire (décembre) et me prive pendant cette période de mon immunité parlementaire. Cette procédure est en outre contradictoire avec l'article 10 du chapitre 9 du Règlement intérieur des Chambres législatives, qui stipule qu'une telle suspension ne peut excéder 15 jours.

La forme prise par le vote de cette suspension est illégale, d'après le règlement même du Parlement péruvien. Le vote doit, en effet, avoir lieu en appelant les députés à se lever ou à rester assis. L'abstention est exclue. Le vote nominal est obligatoire si un député le réclame. Or le vote qui m'a suspendu est une véritable farce, qui discrédite ce Parlement. Il a été obtenu dans l'anonymat, en demandant seulement aux députés d'approuver la proposition en frappant de la main sur leur pupitre par « acclamations », au volume sonore en quelque sorte. Il n'a ainsi même pas été possible à la présidence de fournir un décompte des voix !

La demande d'un vote nominal faite par le député Enrique Fernandez Chacon n'a pas reçu de réponse du président de la Chambre.

Sur le fond, je maintiens mes accusations d'assassinat et de génocide. Je cite des listes de noms de paysans exécutés et de villages bombardés sur les ordres du général Noel. Et je ne suis pas le premier à les rendre publiques. Déjà, le juge de la province d'Ayacucho a demandé l'inculpation du général Noel, au début de cette année. Déjà le vice-président de la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés a déposé une demande analogue à la fin juin. Ces plaintes n'ont pu aboutir à une enquête judiciaire, du seul fait que le général est couvert par ses fonctions militaires ; et les journalistes n'ont plus accès à la zone des opérations.

La négation des libertés démocratiques les plus élémentaires que constitue ma suspension s'inscrit dans une escalade « golpiste » de la droite, marquée par une campagne de dénonciation contre Amnesty International, par une restriction des garanties démocratiques pour la prochaine campagne électorale, par un harcèlement systématique contre mon parti, le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) : attaque de ses locaux il y a quelques semaines, agression contre l'un de ses élus, arrestation et torture d'un de ses responsables syndicaux.

L'expérience nous a appris que, devant ce genre d'escalade de la droite, toute reculade ne sert qu'à renforcer son arrogance. Il faut défendre pied à pied, sans céder aux menaces et au chantage, chacune des conquêtes démocratiques des masses.

C'est pourquoi, une nouvelle fois, j'alerte l'opinion publique et j'appelle à protester contre une violation flagrante des libertés parlementaires par une assemblée censée les défendre.

Lima, le 31/8/1983
Hugo BLANCO GALDOS

ESPAGNE

Franco échappe à la casse

Le 9 septembre, les habitants de Valence auront vécu une journée bien agitée. Sur l'ancienne place du Caudillo, rebaptisée depuis place du Peuple Valencien, s'est déroulée une petite guerre civile. A partir de 9 heures ont convergé vers elle un millier de nostalgiques du franquisme et autant d'antifranquistes, les uns pour protester et les autres pour applaudir l'enlèvement de la statue équestre de Franco qui présidait la place depuis 1964.

Il faut dire qu'au printemps de 1979, la municipalité s'était déjà mise d'accord pour enlever ce vestige de la dictature qui se trouvait face à l'Hôtel de Ville. Mais la campagne et les menaces des groupes d'extrême-droite, ainsi que l'opposition du gouverneur militaire de la région, qui était alors le futur putschiste Milan del Bosch, avaient toujours empêché sa réalisation. Une fois Milan del Bosch en prison, il semblait que la chose serait moins difficile à faire. Mais le maire et quelques conseillers municipaux reçurent maintes menaces anonymes, et il semblait que la crainte et la présence toujours active des groupes d'extrême-droite — qui maintenaient la statue toujours fleurie et plaçaient régulièrement un drapeau bicolore dans la main en bronze de Franco — prolongeraient encore longtemps l'opération de nettoyage.

Eh bien non ! Franco a disparu de Valence ! Mais cette opération n'a pas été ce qu'on peut appeler une réussite. D'abord parce que le maire et les conseillers municipaux socialistes ont fait preuve d'une certaine trouille en prévoyant de faire la chose en cachette, sans la communiquer aux conseillers de droite et en effectuant l'opération dans la nuit. Ce qui les a conduits aussi à écarter l'utilisation de moyens adéquats pour une opération de cette envergure.

C'est ainsi qu'aux environs d'une heure du matin, un camion-grue au matricule caché et quelques ouvriers municipaux se sont mis à l'œuvre. Ces derniers ont essayé de séparer les pattes du cheval de leur piédestal à l'aide d'un chalumeau. N'y arrivant pas, ils ont essayé alors avec des scies à main. Mais le temps passait et, à la pointe du jour, les premiers groupes d'extrême-droite ont commencé à arriver sur la place et, sans être nullement inquiétés par la police, ont entrepris d'insulter et d'attaquer physiquement les ouvriers, qui ont fini par abandonner. Au fur et à mesure qu'avançait la journée, la place se remplissait de monde et les affrontements se multipliaient entre ceux qui criaient **« Vive Franco ! »** et ceux qui répondaient avec le slogan : **« L'âne et le cheval, hors de la place ! »** La police laissait faire, malgré la présence de militants d'extrême-droite qui brandissaient des armes à feu. Celle-ci n'est intervenue qu'à la fin quand ces derniers ont bombardé avec des cailloux et des boules de plomb une douzaine de volontaires masqués que la municipalité avait chargés de poursuivre les travaux, blessant deux d'entre eux. Il était déjà 14 heures quand les groupes d'extrême-droite ont été expulsés de la place. A partir de ce moment, tout s'est déroulé plus rapidement, avec beaucoup d'affolement aussi. Car une fois sciées les pattes du cheval, il a fallu faire appel à une grue plus puissante : celle qu'on avait calait. Finalement, au bout de onze heures de travaux, de sueurs, de contusions et de blessures, Franco a été soulevé. Mais quand il était en l'air, la statue s'est cassée en deux. Lui est resté accroché à la grue et le cheval est tombé par terre sous les applaudissements de la foule...

Mais l'ex-dictateur compte encore de nombreux soutiens. Et dès la veille, le chef de la région militaire de Valence partait en avion s'entretenir de ce sacrilège avec le roi. A son retour, il publiait un communiqué annonçant que la statue serait restaurée et exposée dans un établissement militaire.

Le Franco de bronze ne finira donc pas ses jours à la ferraille. Cette affaire fit cependant une victime : un vétéran franquiste de la Division Azul, qui combattit les Russes aux côtés des Allemands durant la Seconde Guerre mondiale et qui, assistant au déboulonnage, fut foudroyé par l'émotion. Une des dernières victimes du dictateur, sans doute !

L'opposition à la dictature s'amplifie

Pinochet aura eu beau convier tous ses partisans à une manifestation de soutien à sa dictature, les quelques dizaines de milliers de Chiliens qui sont venus l'acclamer n'ont pu couvrir la clameur des protestations qui ne cessent de grandir au Chili. Des contre-manifestants ont même réussi à perturber le défilé pro-Pinochet aux cris de *« Il va tomber, il va tomber »*.

Commencé le 11 mai par une tentative de grève générale, le mouvement d'opposition en est aujourd'hui à 5 « journées nationales de protestation » qui regroupent à chaque fois de plus en plus de monde.

Malgré quelques concessions (retour de 2.000 exilés, levée de l'état de siège en vigueur depuis le coup d'Etat de 1973), c'est à chaque fois la répression brutale qui s'abat sur les manifestants et les quartiers populaires de la périphérie de Santiago. La cinquième journée de protestation, qui a eu lieu le jeudi 8 septembre et s'est prolongée en fait jusqu'au 11 par des affrontements avec les forces de l'ordre, aura fait officiellement une dizaine de morts. Depuis mai, 50 personnes auraient péri sous les coups de la soldatesque.

Pourtant, malgré cette répression qui n'a en fait jamais cessé depuis dix ans, malgré les mises à sac dans les quartiers populaires auxquelles se livre périodiquement la police, l'opposition au régime s'affirme de plus en plus, et pas seulement parmi les plus démunis. Des concerts de casseroles et des slogans hostiles à la dictature proviennent de quartiers qui ne respirent pas la misère et où habitent des petits bourgeois, des cadres, des commerçants... Ceux-là mêmes qui dix ans auparavant avaient appelé la dictature militaire de leurs vœux.

Les journées de protestation sont aussi organisées par l'opposition démocrate-chrétienne qui accepte de négocier avec le régime. Mais comme elle met en tête de ses revendications le départ de Pinochet, le compromis paraît difficile à trouver. D'autant que Pinochet tient personnellement à rester à la tête du pays jusqu'en 1989, comme il l'a réffirmé le 11 septembre. Seulement il n'est pas sûr que la bourgeoisie chilienne ou certaines fractions de l'appareil d'Etat le suivent jusque-là.

Si la dictature continue non seulement à s'isoler, mais à faire l'unanimité contre elle, il n'est pas impossible qu'une fraction de l'état-major, par exemple, songe à se débarrasser en douceur de Pinochet pour le remplacer soit par un autre militaire moins discrédité, soit par un civil.

Si la bourgeoisie parvient à assurer « en douceur » la succession de la dictature, elle s'arrangera, à n'en pas douter, pour faire retomber sur le seul Pinochet la responsabilité de la crise économique, de la faillite gigantesque de l'économie, du chômage et de la misère généralisés.

Mais d'autres issues peuvent s'ouvrir aux travailleurs, aux jeunes, aux chômeurs qui tiennent périodiquement la rue depuis le printemps, à chaque fois plus nombreux, à chaque fois plus décidés. D'autres issues peuvent s'ouvrir, mais à condition que la classe ouvrière ait ses propres organisations, son propre programme, qu'elle ne se mette pas à la remorque des politiciens de droite qui, après avoir appelé de tous leurs vœux la dictature, lui tournent maintenant le dos. A condition aussi qu'elle n'accorde pas sa confiance à ces politiciens de gauche, les mêmes qui, il y a dix ans, refusaient de s'en prendre à la bourgeoisie et livrèrent les travailleurs pieds et poings liés à leurs bourreaux. Oui, les travailleurs chiliens sont aujourd'hui à la croisée des chemins.

Alain LEMART

Le 10 septembre dernier, plus de 10 000 manifestants crient leur haine du régime dans les rues de Santiago

Comment le « Commandement National des Travailleurs » s'adresse à la population chilienne

(Extraits de l'appel à la journée nationale du 14 juin)

Le 11 mai dernier, les travailleurs et le peuple du Chili ont exprimé en ordre et de façon pacifique leur plus énergique et plus décidée *« protestation sociale nationale »*, afin de montrer au gouvernement et aux forces armées que le pays ne peut continuer sur le chemin de la désolation et du désespoir. Car il est urgent, aujourd'hui et sans plus attendre, d'ouvrir un large dialogue national, qui nous permette de trouver des solutions réelles aux difficiles problèmes que connaît le pays.

Le gouvernement, au lieu de répondre de façon positive à cette clameur nationale, choisit de montrer toute la force de son pouvoir répressif et ne comprend pas la véritable signification du 11 mai. Au lieu d'ouvrir un ample dialogue national visant à préparer un retour rapide à la démocratie, à mettre un terme à la torture que représente l'exil, à réactiver de façon cohérente l'économie et à restaurer les droits syndicaux, il accuse ceux qui jusqu'à hier représentaient ses appuis dans la société d'être des traîtres. Au lieu d'essayer de sauvegarder le prestige historique des institutions armées, ils les compromet gravement et les engage dans une dangereuse politisation interne en tentant de constituer un parti unique à la fois civil et militaire.(...) Au lieu de donner des solutions au déficit qui frappe les différents secteurs économiques engagés dans un possible programme de reprise nationale, il hypothèque gravement le futur développement du pays et renonce par avance à la protection du patrimoine national en se portant garant des obligations du secteur privé devant la banque étrangère.

Pour ces raisons et pour bien d'autres encore, nous t'appelons à te joindre à *« Une seconde journée de protestation nationale »*, qui doit avoir lieu le 14 juin, et à contribuer à son succès.

Ta participation doit être centrée principalement sur les manifestations suivantes :

1 — Aucun foyer chilien ne doit envoyer ses enfants à l'école, au collège ou à l'Université (...)

2 — Aucun Chilien ne doit effectuer d'achat ce jour (grève totale des consommateurs).

3 — Personne ne doit emprunter les moyens de locomotion collectifs (cars, bus, métros).

4 — Aucun Chilien ne doit effectuer de règlement ou de formalité administrative ce jour-là (si le gouvernement ne paie pas, pourquoi paierais-je, moi ?).

5 — Aucun travailleur ne doit être présent dans les réfectoires au déjeuner et ou à l'heure du casse-croûte (l'austérité est une vertu imposée dans notre condition).

6 — Tout travailleur doit exprimer sa solidarité et montrer sa tristesse devant la vie actuelle en travaillant silencieusement (ton silence montrera que la « normalité » est digne d'un cimetière).

7 — Aucun Chilien ne devra abandonner son foyer, si cen'est pour des raisons de stricte urgence (que la désolation des rues soit le reflet de la réalité).

8 — Si tu as une voiture particulière, roule lentement et klaxonne avec force et énergie à 20 heures (que les normes de sécurité nous servent pour avancer vers de meilleures avenues).

9 — A 20 heures, tout le monde doit faire entendre le bruit des casseroles (la meilleure façon de montrer notre pauvreté n'est-elle pas de montrer notre casserole vide ?)

10 — De 20 heures à 21 heures, éteins toutes les lumières chez toi pour montrer ainsi l'ombre qui nous entoure (la lumière est symbole de la vie ; si elle n'est pas dans l'âme nationale, à quoi nous sert donc la lumière artificielle ?)

Chilien, nous avons tout perdu. Il ne nous reste que notre dignité. En ce 14 juin nous affirmerons à nouveau de façon pacifique et responsable que nous sommes en désaccord avec la politique économique, sociale (...) et culturelle. Affirmons à nouveau que nous ne tolérons plus la répression brutale dont nous avons été victimes. Nous voulons retrouver notre liberté et notre démocratie.

Le 14 juin, nous recommencerons notre mouvement pour affirmer à nouveau notre dignité. Le 14 juin nous renforcerons notre lutte de non-violence active pour récupérer nos droits. Chaque Chilien a un devoir à accomplir.

Recopie ces instructions et distribue-les largement.

Fais des tracts et des papillons sur la base de ces idées.

Le texte que nous publions ci-contre est constitué de très larges extraits d'un communiqué diffusé avant la journée nationale de protestation du 14 juin par le Comando Nacional de los Trabajadores por la Protesta — Commandement National des Travailleurs pour la Protestation — qui organise depuis plusieurs mois les journées de protestation au Chili.

Ce « Commandement », cet organisme, regroupe autour de la Confédération des Travailleurs du Cuivre (dont la direction est étroitement liée à la Démocratie Chrétienne) les organisations suivantes :

- **l'Union Démocratique des Travailleurs,**
- **la Coordination Nationale Syndicale,**
- **la Confédération des Employés de Maison du Chili**
- **et le Front Unitaire des Travailleurs.**

Nous l'avons traduit à partir d'un document publié dans son numéro de juillet par *Combate*, organe édité en Suède par des militants latino-américains et qui publie de nombreuses informations et de nombreux documents sur l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud.

Pour tous nos lecteurs intéressés par ce sujet, voici l'adresse de ce mensuel :

COMBATE
BOX 5035
S - 163 05 SPANGA 5
SWEDEN

Le prix des abonnements pour l'Europe est
10 numéros : 50 couronnes suédoises
10 numéros (abonnement de soutien) : 100 couronnes suédoises (port payé).

BOEING

USA et URSS ont intérêt à cacher la vérité

Les bribes d'informations nouvelles sur l'affaire du Boeing et qui se sont ajoutées de jour en jour n'ont pas permis de faire toute la lumière sur cette affaire, qui restera sans doute dans les secrets des états-majors aussi bien russe qu'américain.

Manifestement on nous cache des informations des deux côtés. Contrairement à ce qu'affirmaient les USA, il semble bien que l'avion de la Korean Air Lines participait à une mission d'espionnage en compagnie de l'avion américain espion RC 135. Il est probable que les deux avions naviguant de conserve testaient les systèmes de défense soviétiques, ne serait-ce que leur capacité à identifier les deux avions dont les émissions radar se superposaient. Il n'est pas impossible que les systèmes en question n'aient effectivement pas réussi à discerner les deux avions et aient abattu l'avion civil.

Evidemment si c'est le cas, il n'est pas de l'intérêt de l'état-major soviétique de le crier sur les toits. Ce n'est d'ailleurs pas lui qui a fait état le premier de la présence simultanée des deux avions. Il se contente d'affirmer que l'avion civil était bien un avion espion ce qui ne semble pas faux et ne préfère pas admettre sa bévue. L'interview du pilote qui a abattu l'avion coréen, présentée à la télévision soviétique et retransmise par les chaînes de télévision du monde, allait dans ce sens. Le pilote du chasseur soviétique s'est contenté d'affirmer : « J'ai reçu un ordre clair et déterminé » **ajoutant** « j'ai eu des tâches déterminées. J'ai cherché à les accomplir le mieux possible. La tâche de combattre représente tout le sens de ma vie... » **Pour lui l'avion était** « ennemi », il « avait violé notre territoire ». **(sans préciser s'il s'agissait d'un avion civil ou militaire). Bref il s'agissait d'affirmer qu'en tout état de cause, l'URSS était efficacement défendue.**

Les USA quant à eux ne peuvent guère démentir et se vanter d'avoir abusé la défense soviétique en acceptant de sacrifier la vie de 269 passagers de l'avion civil !

Les dirigeants soviétiques et américains ont ainsi sans doute leurs raisons de continuer à donner chacun une version mensongère des faits.

Et les pilotes, qui boycottent les vols à destination de l'URSS, ont peut-être raison de protester. Mais que ne protestent-ils aussi contre les menées de la CIA en leur sein et le recrutement de pilotes par cette dernière. Car les passagers eux auraient quelques raisons de craindre de confier leur vie à certaines compagnies aériennes, la Korean Air Lines... entre autres !

Dominique CHABLIS

Une indignation bien contrôlée

Oui, c'est bien la concurrence criminelle entre les états-majors militaires, qui a conduit à la tragédie du Boeing sud-coréen. Et si ce sont eux que l'on a vus dans un premier temps sur le devant de la scène, place a été faite ensuite à la diplomatie et à la politique. Oh bien sûr, on a pu voir les diplomates occidentaux lors de la conférence de Madrid, Mitterrand, Mauroy à Paris faire la « tête » à Gromyko... pour les photos et les caméras ; mais après cette « dure épreuve », ils ont continué à discuter comme si de rien n'était. Ce n'est certainement pas les 269 personnes assassinées qui peuvent troubler leurs relations et leur petit jeu politique.

Chacun a cherché tout de même à exploiter au mieux de ses intérêts auprès de son opinion publique respective l'affaire du Boeing. Du côté russe on a exhibé le pilote, et la presse insiste sur les « risques » qu'aurait encourus le pilote du chasseur en abattant avec des missiles un avion civil. Cet « exploit » devrait se terminer par une remise de décoration !

Du côté occidental, ce furent les déclarations tonitruantes et faussement indignées des dirigeants au pouvoir. Certains, notamment la plupart des pays du pacte atlantique ont même soutenu, voire encouragé le boycott par les pilotes des vols aériens en direction de l'URSS. Le gouvernement français malgré son désir de se montrer en bonne place dans le concert des indignations s'est retrouvé distancé. Cheysson avait certes donné le ton à Madrid en s'écriant qu'il s'agissait d'**« un acte brutal, inqualifiable, choquant, bouleversant, incroyable ».** Il s'est refusé à suivre la surenchère des pays du pacte atlantique. Et malgré la grève des pilotes de ligne il a décidé qu'Air France assurerait les vols en direction de Moscou en faisant appel à des pilotes volontaires. Les grandes déclarations, d'accord, mais pas question de léser en quoi que ce soit les intérêts économiques en jeu dans les relations Paris-Moscou.

Et du coup le gouvernement français se voit reprocher par la droite sa collusion avec l'URSS.

Les propos indignés n'ont servi à rien, la droite reproche toujours au gouvernement de ne pas en faire assez. Bref, chacun s'empare de l'affaire du Boeing pour lui faire servir bien hypocritement ses intérêts. Et en jouant à ce petit jeu le gouvernement de gauche a encore perdu un point.

Pierre VILMA

LIBAN

De l'interposition

Les Etats-Unis viennent de renforcer leur dispositif militaire au Liban par l'envoi au large de Beyrouth de 2 000 *marines* supplémentaires. Leur effectif à terre comme en mer représente dorénavant quelque dix-sept mille cinq cents hommes. Cette concentration de force, à laquelle il faut bien sûr ajouter les contingents italien, britannique et surtout français, présage-t-elle de l'imminence d'une intervention au Liban ? Tout se passe, en fait, comme si cette possibilité était fortement envisagée par les dirigeants de l'impérialisme qui non seulement massent troupes et matériels dans ce pays mais préparent encore leur propre opinion à l'éventualité d'une telle intervention, dans la guerre libanaise. Car au Liban, il s'agit bien d'une guerre civile entre, d'une part le gouvernement de Amine Gemayel représentant les couches de privilégiés de la communauté chrétienne et d'autre part l'opposition musulmane dont les forces se recrutent principalement dans les couches pauvres de la population.

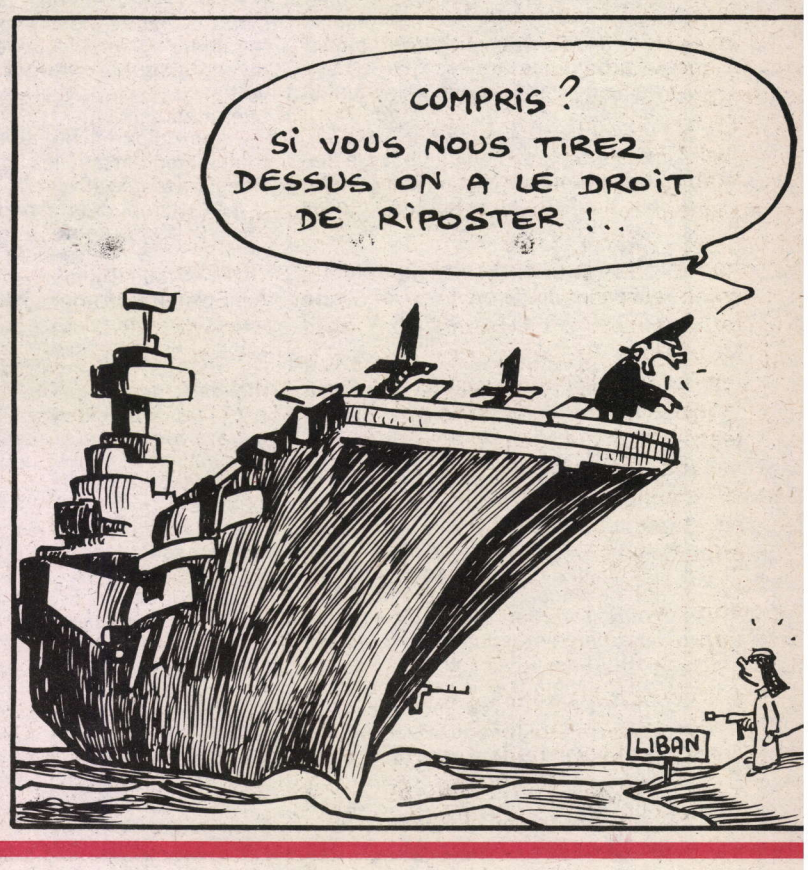
A plusieurs reprises déjà Syriens ou Israéliens sont intervenus pour soutenir soit l'un soit l'autre des camps libanais. Lorsqu'il y a un peu plus d'un an par exemple l'armée israélienne envahissait le Liban, son objectif était certes d'en chasser les combattants palestiniens mais aussi de tenter d'asseoir par la force de ses chars un gouvernement quasi exclusivement dominé par la droite chrétienne. Et si à la suite de son frère Béchir, Amine Gemayel est parvenu à se faire élire président, son autorité, il ne la doit, ou plutôt ne la devait, qu'à la protection de l'armée d'Israël qu'était venue appuyer la « force internationale d'interposition ».

Et aujourd'hui cette « force d'interposition » est amenée à continuer le sale travail assuré jusque-là par les troupes israéliennes. C'est peut-être de connivence avec les USA qu'Israël a retiré ses troupes. C'est peut-être au contraire pour mettre au pied du mur les pays occidentaux qui le laissaient se salir les mains dans la répression contre la gauche et les Palestiniens tout en se permettant même des critiques. Quoi qu'il en soit aujourd'hui ce sont les troupes US, françaises et autres qui sont à pied d'œuvre. Ceux donc qui hypocritement étaient venus pour jouer les arbitres se retrouvent engagés avec des canons en guise de sifflets.

Maintenir l'autorité du « gouvernement légal du Liban » — c'est-à-dire de Gemayel — cela peut signifier prendre militairement parti pour les phalanges chrétiennes contre la gauche musulmane. Telle est peut-être maintenant la tâche des forces européennes et américaines au Liban.

A cet égard le rôle de l'armée française ne sera pas différent de celui de l'armée US, malgré ce qu'on voudrait nous faire croire. Hernu affirme que « la mission du contingent n'est pas bien sûr de participer à la guerre civile ». **C'est un argument que l'on nous a déjà servi pour le Tchad avec le résultat qu'on sait. *Le Figaro* dit les choses plus crûment. En cas d'engagement les troupes françaises seraient** « le fer de lance sur le terrain », **les Américains se contentant de fournir les armes et les munitions. C'est bien là la seule différence.**

Si Américains et Français intervenaient, ce serait ensemble, de connivence et contre le même camp, mais il y a tout lieu de penser que les Français devraient se mettre en première ligne. C'est qu'aux USA l'expérience du Viet-



à l'intervention ?

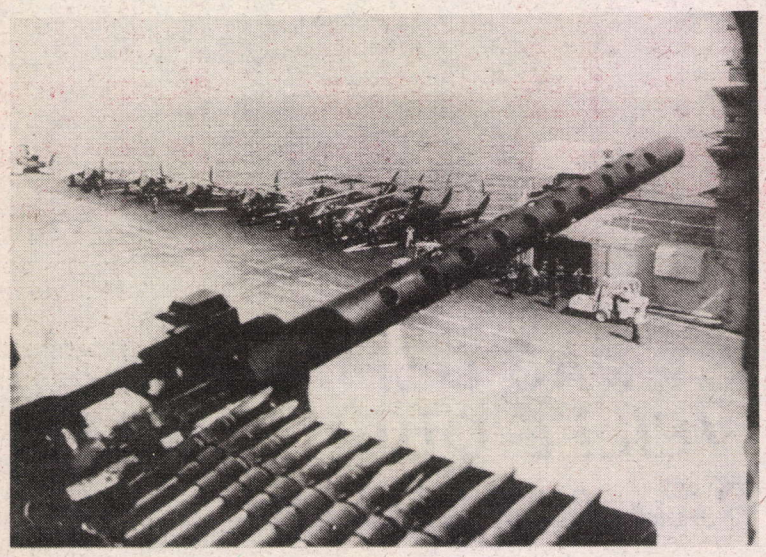
nam étant encore fraîche dans les mémoires, l'opinion publique des Etats-Unis voit d'un mauvais œil l'utilisation de ses « boys » à l'étranger. Mitterrand quant à lui n'a visiblement pas les mêmes problèmes. Du temps, beaucoup de temps est passé depuis la fin de la guerre d'Algérie — dont il fut du reste un chaud partisan — ce qui lui donne aujourd'hui les coudées plus franches pour prêter main-forte à l'impérialisme américain.

Pour l'instant les troupes occidentales ne sont pas encore intervenues mais elles s'apprêtent à le faire si le rapport des forces entre chrétiens et musulmans bascule en faveur de ces derniers. Et quoi qu'en dise Hernu elles interviendraient alors bel et bien dans une guerre civile pour y défendre des intérêts, des positions qui sont ceux de l'impérialisme.

Du coup, ce que le contingent français risque de devoir défendre au Liban les armes à la main, ce sont les fractions les plus réactionnaires de ce pays, les privilégiés de la droite chrétienne, ceux-là mêmes qui envoyèrent leurs mercenaires, les phalanges, massacrer dans les camps palestiniens de Chabra et Chatila.

Voilà ce que soutiennent au Liban le réactionnaire Reagan et le socialiste Mitterrand.

G.L.



Un porte-avions américain devant la côte libanaise.

La presse française la plume au canon

Il n'y a pas que les soldats français de la force d'interposition qui sont partis en guerre au Liban. Les journalistes aussi sont au front, celui du Liban ne venant d'ailleurs que relayer celui du Tchad...

On n'en finit plus de lire et d'entendre des propos interventionnistes. Nombre de commentateurs de la presse écrite ou parlée fustigent la lâcheté de l'Occident devant « les déferlements musulmans » **et l'assassinat des populations civiles chrétiennes. Pas un mot bien sûr sur le sort des Druzes.** « On massacre les chrétiens » **titrait à la Une *Le Journal du Dimanche* du 12 septembre, affirmant que dans l'église de Biré les Druzes égorgeaient femmes et enfants. Ces propos mensongers étaient démentis 48 heures plus tard quand les journalistes admis à Biré constatèrent que l'église ne portait aucune trace d'un tel acte. De la même façon, l'intervention tant décriée des Palestiniens aux côtés des musulmans libanais s'est rapidement avérée fausse ou extrêmement exagérée, au point que pour Claude Cheysson, le ministre français des Relations extérieures, deux cadavres seulement ont été identifiés comme étant ceux de Palestiniens et** « aucun autre élément de preuve » **n'est venu confirmer les allégations selon lesquelles un millier de fedayin se battaient aux côtés des milices libanaises de l'opposition. Mais tout est bon pour tenter de justifier une intervention française. Tel cet article paru dans *France-Soir* le lundi 12 septembre :** « Ce Liban, **écrit Benoît Rayski,** c'est la France qui l'a porté sur les fonts baptismaux en optant à l'époque du mandat pour le pari difficile, voire impossible, d'un grand Liban chrétien, druze, musulman, au lieu de choisir un petit Liban exclusivement chrétien », **il conclut que** « la présence à Beyrouth d'un contingent militaire français est d'une tout autre nature que celle des **marines** américains ou des **bersaglieri** italiens. Et dans cette guerre civile qui couvre de charniers la montagne libanaise, il va falloir choisir notre camp ». « Et qu'on ne dise pas que cela s'appellerait faire la guerre », **ajoute-t-il,** « puisque personne à Paris ou ailleurs, ne semble effectivement vouloir s'engager derrière les phalanges chrétiennes libanaises : cela s'appellerait, tout simplement, de l'assistance à un peuple en danger ».

Mais la presse pro-gouvernementale n'est pas de reste non plus. Dans un article du *Monde* du samedi 10 septembre et intitulé « Protéger sans ingérence ? », **P.J. Franceschini embouche aussi les trompettes interventionnistes quand il écrit :** « Risque-t-on d'assister bientôt, alors que des soldats français sont à Beyrouth avec les autres contingents de la force multinationale, à un "massacre" ou à de nouveaux bombardements qui feraient de très nombreuses victimes ? Et dans ce cas, n'y aurait-il pas scandale à ne pas intervenir, même si la mission des forces françaises ne le prévoit pas ? » **Et Sergent, de *Libération,* est lui aussi si l'on peut dire de la compagnie :** « Envoyer des militaires au Liban, épitomé du bourbier, du guêpier, était une décision courageuse », **commente-t-il,** « Le président français connaissait la complexité des problèmes de cet ancien protectorat français, les dangers d'une intervention française. (...) François Mitterrand n'a pas pour autant baissé les bras ». **Mais, hélas pour Sergent,** « la force d'interposition ne s'interpose plus. Prétexte : on ne veut pas prendre parti pour un camp contre un autre. D'accord, mais en attendant des civils dont le seul camp est leur religion se font massacrer. (...) Les forces d'interposition peuvent-elles rester les bras croisés ? (...) Il y a aussi un devoir d'interposition. »

Une si belle unanimité... le gouvernement l'aurait voulue qu'il ne l'aurait peut-être pas eue. Non seulement les journalistes de droite comme ceux de gauche applaudissent, mais ils en trépignent d'impatience. Comme quoi on aurait tort de penser que seuls les militaires sont va-t-en guerre, les plumitifs aussi sont légion...

Nelly MEYER

Le passé colonial de la France en Syrie et au Liban

Les troupes françaises sont installées au Liban dans le cadre de la « Force multinationale d'interposition » depuis le mois de septembre 1982 et sous le prétexte de « rétablir la paix ». Mais la décision du gouvernement français d'envoyer des troupes s'inspire de préoccupations moins avouables. Les liens de la bourgeoisie française avec le Liban sont anciens, et font en fait partie du passé colonial.

Jusqu'à la guerre de 1914-1918, la Syrie, le Liban et tout le monde arabe à l'exception du Maghreb faisaient partie de l'Empire ottoman. Mais la bourgeoisie française avait déjà établi des liens avec la bourgeoisie chrétienne de Beyrouth. Sans remonter à... Louis XIV, qui s'était déjà solennellement institué le protecteur des « chrétiens du Mont-Liban » et à la tradition remontant aux Croisades selon laquelle la France était la protectrice des chrétiens d'Orient, le Liban connut une première intervention militaire française en 1860. Cette année-là en effet, des affrontements mirent aux prises la communauté druze et la communauté chrétienne maronite. Un corps d'armée français fut envoyé, qui occupa les régions soulevées pendant un an. Grâce à cette protection française, les chrétiens du Liban purent imposer à l'Empire ottoman une situation de semi-indépendance. Le Liban, dans des frontières plus restreintes qu'aujourd'hui, se vit doter d'un gouverneur chrétien relevant directement de la « Sublime Porte », le gouvernement de l'Empire.

Mais la fin de la Première Guerre mondiale vit l'écroulement de l'Empire ottoman, qui fut dépecé essentiellement entre la France et l'Angleterre. Dès 1916, les accords Sykes-Picot entre les deux gouvernements avaient prévu quelle zone serait réservée à chacun. La conférence de San Remo, en 1920, confirma ce partage pour l'essentiel. Un mandat fut reconnu à la France sur la Syrie et le Liban, et à l'Angleterre sur la Palestine, l'Irak et la Syrie du sud, qui devint la Transjordanie. L'Etat de la Grande Syrie, qui s'était constitué de fait dès le départ des occupants turcs, fut ainsi aussitôt partagé entre les deux puissances « mandataires » qui poursuivaient là tout simplement une entreprise coloniale.

L'occupant français prit ses dispositions pour faire pièce au nationalisme arabe. Un Etat du Grand-Liban fut créé. Il englobait, outre le Mont-Liban autour de Beyrouth, à majorité chrétienne maronite, les villes côtières de Tyr à Saïda et Tripoli, ainsi que les plaines de la Bekaa et de l'Akkar et le djebel Amel (aujourd'hui le Sud-Liban), toutes régions à majorité musulmane que rien ne rattachait, a priori, aux chrétiens du Mont-Liban. L'Etat ainsi créé, sous mandat français, était une création purement coloniale, taillée sur mesure pour offrir à la bourgeoisie chrétienne protégée de la France une assise économique et géographique. En même temps, la Syrie était amputée de régions peuplées et fertiles, son débouché méditerranéen occulté et limité.

Pour régner dans une Syrie devenue le principal foyer du nationalisme arabe, les autorités coloniales procédèrent à d'autres dépeçages, divisant la Syrie entre un Etat d'Alep, un Etat alaouite, un Etat du djebel druze, pourvus de gouvernements locaux élus. Sur la côte, les deux « sandjaks » d'Alexandrette et de Lataqieh furent placés sous l'autorité française directe. Cela ne fit qu'exaspérer encore le nationalisme syrien. En 1925 éclata la grande révolte du djebel druze, qui s'étendit à une grande partie du territoire syrien. Après une guerre de deux ans, le gouvernement français accepta, dans le cadre du mandat, la création d'un gouvernement syrien. Des élections eurent lieu en 1928, qui furent un triomphe pour les nationalistes. Les autorités françaises rejetèrent la Constitution établie par la Chambre nationaliste et selon laquelle notamment le Liban faisait partie intégrante du territoire syrien. Mais dans les années qui suivirent, les autorités coloniales ne trouvèrent plus personne sur qui s'appuyer en Syrie. Elles eurent encore à faire face à des révoltes, notamment en 1936.

En 1943, les autorités de la France Libre en Syrie et au Liban durent accepter la fin des mandats français au Levant. Mais cela débouchait sur la création de deux Etats ; le Liban était dominé par la bourgeoisie chrétienne, alliée traditionnellement et protégée de la France coloniale. La Syrie, fief du nationalisme arabe, était amputée du Liban, ainsi d'ailleurs que du sandjak d'Alexandrette annexé en 1938 par la Turquie.

Ainsi, comme dans bien d'autres régions où sévit le colonialisme français et anglais, le Moyen-Orient fut morcelé, partagé par des frontières arbitraires répondant seulement au besoin de « diviser pour régner » des puissances mandataires. Le soutien systématique accordé à des minorités privilégiées, comme les chrétiens dans le Liban sous mandat français ou les Juifs dans la Palestine sous mandat anglais, créait les conditions de sanglants conflits inter-communautaires.

Aujourd'hui, l'intervention française au Liban se rattache à tout ce passé colonial. En disant vouloir protéger les chrétiens du Liban, ou rétablir l'autorité de l'Etat libanais sur son territoire, l'impérialisme français protège des frontières, des Etats qui furent ses créations, des divisions grâce auxquelles il a cherché à maintenir son influence, sa présence, des relations économiques privilégiées bien après la fin de son « mandat ».

André FRYS

DANS LES ENTREPRISES

La rentrée de Maire et Krasucki

Rien de concret pour les travailleurs

Edmond Maire et Henri Krasucki, les leaders des deux confédérations syndicales les plus importantes, la CFDT et la CGT, ont effectué leur « rentrée », chacun à sa façon. Mais les syndiqués et les militants qui espéraient un changement de ton des dirigeants syndicaux ont dû être déçus. En effet, malgré le plan d'austérité du printemps dernier, malgré les nouvelles mesures contre le niveau de vie des travailleurs qui ont ponctué cet été, malgré celles qui sont actuellement annoncées pour l'an prochain, malgré la progression du chômage, Maire et Krasucki continuent à être solidaires du gouvernement.

Il y a bien sûr des nuances. Maire, lui, y va carrément. Au cours de sa conférence de presse de rentrée, il a déclaré que *« le ralentissement de la croissance et la stagnation du pouvoir d'achat ne sonnent pas le glas des espérances socialistes autogestionnaires. N'y a-t-il pas d'autres raisons de vivre... »* Il propose de rechercher des améliorations qualitatives, ce qui signifie *« Il est grand temps de rassembler les salariés, les citoyens de ce pays, autour d'objectifs accessibles malgré ou grâce à la crise »*. Bref, selon Maire, il ne faut pas trop en demander et il faut accepter de se serrer la ceinture. Beau programme syndical, en vérité !

H. Krasucki, lui, lors de son meeting du 8 septembre à Saint-Ouen, s'est vigoureusement opposé à toute baisse du pouvoir d'achat. Il a critiqué le prélèvement de 1 % pour la Sécurité sociale et propose de prélever 25 milliards sur les plus grandes fortunes. Mais cela reste au niveau des belles paroles, car il se contente de s'adresser au gouvernement. Bien entendu, Krasucki appelle aussi les travailleurs à lutter contre *« les forces du passé »* : mais comment ? Mystère ! Il se contente de phrases générales : *« En discernant bien l'adversaire et en agissant en conséquence »* ; *« Agir au mieux des intérêts des travailleurs »* ; il évoque *« l'action syndicale de masse »*, mais sans préciser en quoi pourrait consister cette action *« conséquente »*, conforme *« aux intérêts des travailleurs »* ou *« de masse »*. Et quand il précise, c'est pour dire : *« Comme il s'agit de résoudre des problèmes concrets, c'est là où ils se posent, à l'entreprise, dans la branche, dans le département qu'il faut les appréhender »*. Comme si les problèmes *« concrets »* ne se posaient pas aujourd'hui au niveau national ! Autant dire que Krasucki demande à chacun de se débrouiller dans son coin.

La seule « action » d'envergure que les dirigeants syndicaux proposent aujourd'hui comme objectif aux travailleurs, c'est de voter pour leurs syndicats respectifs aux élections pour la Sécurité sociale du 19 octobre. Ce n'est pas cela qui aidera les travailleurs à résister aux attaques du gouvernement et du patronat.

Claude CHARVET

☐ ROUSSEL-UCLAF (Romainville)

Une entreprise au service de l'homme et de la santé !

Les ateliers d'extraction des fabrications biochimiques ont toujours été très nocifs que ce soit à la fabrication de la B 12, de l'érythromycine ou de la framycétine, dans ces ateliers, il flottait en permanence des vapeurs d'acétone, de dichloréthane, d'ammoniac, de chloroforme, d'acide sulfurique et autres poisons...

Cela ne fait que quelques années que des améliorations sérieuses ont été réalisées : ventilation, étanchéité des appareils, mais il reste encore beaucoup à faire, en particulier le remplacement de certains produits dangereux...

Le drame, aujourd'hui, c'est que des ouvriers qui, durant trente ans et plus, ont travaillé dans ces ateliers dangereux, meurent avant l'âge de la retraite. En deux ans, à l'atelier framycétine, trois ouvriers, sur un effectif de douze, sont morts brutalement : ils avaient entre 55 et 56 ans. Cancers tous les trois, morts en quelques mois. Tous les trois étaient des anciens de Fabrication.

En extraction, sur un effectif d'une quarantaine de personnes, en quelques années, ce sont au moins douze salariés anciens qui sont soit morts — sept exactement — ou qui sont en longue maladie, ou en inaptitude, ou en accident du travail :

Une proportion très élevée, due aux mauvaises conditions de travail de ces ateliers de productions pharmaceutiques.

En somme, en Extraction, un ouvrier sur deux ne part pas en pré-retraite à 57 ans 1/2... et ceux qui y arrivent ne sont pas tous en pleine forme.

Car, à Roussel comme ailleurs, c'est à faire des profits que sert la santé des travailleurs.

Correspondant LO

C'EST PAS DEMAIN LA VEILLE QUE TALBOT FERA LA MANCHE

Talbot Grande-Bretagne a un train d'avance sur Talbot-France. Mais la politique de Talbot en Angleterre est intéressante parce qu'elle montre les objectifs que se fixe Talbot-France, qui a annoncé 8 000 licenciements.

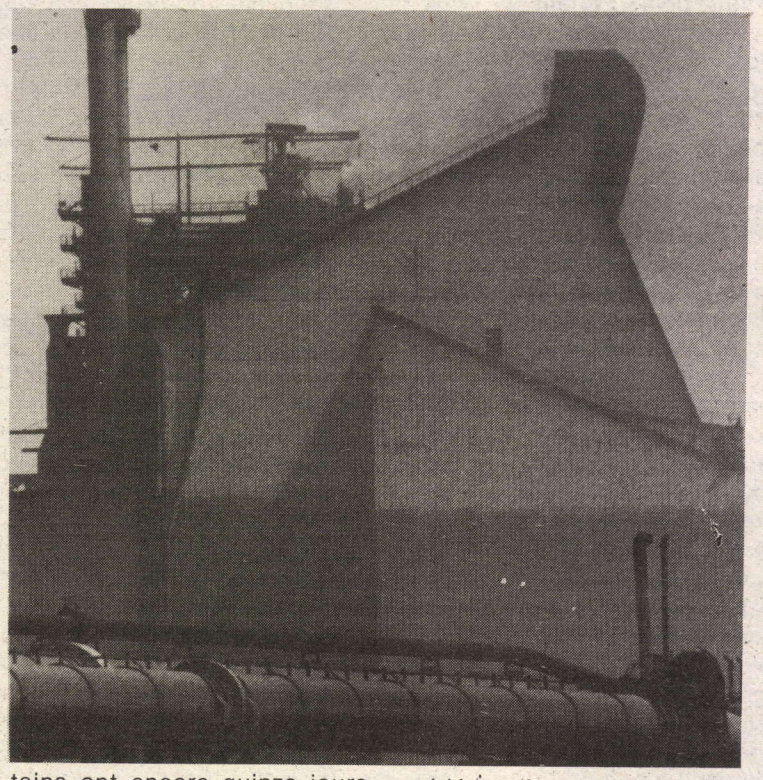
Pour la première fois depuis dix ans, Talbot-Grande-Bretagne a enregistré un profit de 18 millions de francs pour le premier semestre 1983. L'an dernier, pour la même période, il avait fait 480 millions de déficit.

Miracle, diront certains. Un miracle qui s'est fait après l'application d'un plan qui a entraîné 16 000 licenciements dans l'ensemble des usines Talbot, sans compter les sous-traitants, dans les cinq dernières années, la fermeture de plusieurs usines et la modernisation de celles en fonctionnement.

En France, les dirigeants de Talbot, qui sont les mêmes que ceux d'Angleterre, disent en substance : soit on licencie, soit c'est la banqueroute. La vérité, c'est qu'ils veulent licencier pour faire du profit. C'est ce qu'ils ont fait en Angleterre, c'est ce qu'ils feront en France, si les travailleurs laissent faire.

Marie-Claude SOLAC

Rentrée chaude à Sacilor



A Sacilor-Gandrange, depuis le 1er septembre, la cinquième équipe a été mise en place à l'aciérie et au Gros-train. Le Transport et les hauts-fourneaux l'ont déjà depuis avril.

Passant de 38 heures à 33 heures 36, le rythme de travail s'est nettement allégé. Au lieu de sept postes d'affilée, il n'y en a plus que cinq : cinq après-midi - trois repos - cinq matins - trois repos - cinq nuits - quatre repos.

Les jours de repos sont donc plus nombreux, mais la paye diminue et les conditions de travail se détériorent. En effet, pour Sacilor, il n'a pas été question d'embaucher pour mettre sur pied cette cinquième équipe, alors qu'au départ, l'objectif de cette revendication, c'était la création de milliers d'emplois dans la région.

Cinq équipes au lieu de quatre avec le même effectif, il fallait bien se douter que cela poserait quelques problèmes... Le nouvel organigramme a été calculé tellement juste qu'il manque du personnel dans la plupart des secteurs. Partout, les cadences se sont aggravées. La maîtrise s'arrache les cheveux sur son planning et refuse les jours de congés (certains ont encore quinze jours de congés payés à prendre !).

Face à cette situation, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le mécontentement se manifeste. Huit jours après la rentrée, les travailleurs du « stripage » se sont mis en grève pour exiger des effectifs supplémentaires et une rallonge. A une trentaine, ils sont montés voir le directeur, qui a cédé sur l'ensemble des revendications : cinq travailleurs de Somafer pour renforcer chaque équipe, 100 F d'augmentation environ pour chacun.

Ce coup d'envoi a été largement commenté dans les autres secteurs et il se pourrait bien que cela donne des idées à d'autres...

A suivre.

dans les entreprises

Thomson : la puce qui tue !

Pendant que le groupe Thomson fait de juteux bénéfices dans l'armement, il « dégraisse » dans les autres secteurs.

Alors qu'on manque de matériel médical, qu'en 1979 il y avait 47 scanners en Espagne contre 37 en France, les effectifs dans le secteur médical Thomson sont en train de passer de 7 400 personnes fin 1981 à 6 500 pour fin 1983. 5 % du budget de la recherche, à Thomson, est consacré au médical contre 40 % au militaire.

Pour la téléphonie, voilà ce que prévoit le contrat de plan pour les cinq ans à venir entre fin 1982 et 1987 : faire passer les effectifs de 7 518 à 5 500.

Un choix qui, pour être celui de socialistes, n'a rien de social.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *Thomson-CSF*
Toulouse du 05/09/83

Les jeunes... on s'en occupe !

Les loyers des foyers de célibataires ont augmenté à compter du 1er juillet d'environ 10 % et une autre augmentation du même ordre est prévue pour le 1er janvier 1984.

Pour un lit et une table, il faudra bientôt près de 700 F. C'est ce que la SNCF baptise *« avantages sociaux »* pour les jeunes !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *SNCF*
Paris Sud-Ouest du 06/09/83

☐ RENAULT-BILLANCOURT

QUAND LA REGIE FAIT DU NEUF

Si la Régie Renault fabrique sur l'ensemble des usines une gamme de véhicules très variée, à Billancourt le seul modèle produit est la R4 sous toutes ses formes. Cela fait longtemps que cela dure : depuis 1961. Les chaînes de montage de l'île Seguin, où sont fabriquées ces R4, sont au moins aussi vieilles. Aussi la direction vient donc de décider de moderniser une partie de ces installations. Depuis trois mois des travaux ont eu lieu et, au début du mois de septembre, la nouvelle chaîne commençait à sortir des voitures qui sont toujours des R4, mais monocoques, c'est-à-dire châssis et caisses soudés ensemble au début de la fabrication.

Si la chaîne est moderne, les bâtiments restent vétustes et, par jour de pluie, la nouvelle chaîne baigne dans l'eau. Mais que dire des conditions de travail !

Il y a bien des couleurs vives au sol, au plafond et sur les murs, mais il y a surtout beaucoup plus de travail. La direction s'est débrouillée pour regrouper les opérations à effectuer sur la voiture et pour en donner un peu plus à chacun et, par conséquent, pour diminuer l'effectif. Et puis la chaîne est aérienne et il n'y a plus assez d'espace pour travailler, les tuyaux qui amènent l'air aux visseuses sont gros, lourds et raides. Il faut bien plus qu'avant travailler les bras en l'air. Les postures de travail sont souvent incommodes et pénibles. Les grands sont gênés pour travailler en dessous de la voiture et doivent se courber. Quant aux outils pour monter certains organes, ils sont mal adaptés.

Et si la chaîne était prête à la rentrée de septembre, ce n'est pas le cas des sanitaires, des salles de repos et autres commodités qui sont programmés pour plus tard. Quant au nouveau chef de département (puisque tout est neuf), il n'a rien trouvé de mieux que de faire supprimer tous les sièges le long de la chaîne, en prétendant que cela faisait sale. Il a eu la réponse qu'il méritait : les ouvriers ont su trouver ce qu'il fallait pour s'asseoir.

Si, pour le moment, le mécontentement des travailleurs devant cette situation n'a pas encore éclaté, cela peut arriver vite.

En attendant, ce sont les voitures qui subissent les contrecoups de l'incapacité de la direction à mettre en place des conditions de travail correctes. Elles sortent de chaîne, car pour la direction c'est ce qui compte, mais il faut voir comment. Certaines sont sans freins, d'autres sans direction ou sans quelques-uns de ces organes essentiels qui permettent de donner à l'ensemble le nom de voiture. Le tout est alors dirigé vers le secteur de retouche et la direction fait venir des travailleurs le samedi pour en faire des voitures neuves.

Belle pagaille. Et quand la Régie met l'étiquette sur R4 : *« Renault 1er constructeur en Europe »*, on peut se demander à quel titre !

Correspondant LO

Leur logique et la nôtre

A l'occasion de travaux qui ont eu lieu dans l'île Seguin, la direction a décidé d'octroyer une prime de nuisance. Ni le montant, ni la date de paiement ne sont précisés. Par contre, la direction a déjà dit que tout le monde ne la toucherait pas. Et pour s'expliquer, elle a fait publier la lettre ci-dessous au personnel du groupe Retouche-Livraison du département 74.

Mesdames, Messieurs,

Certains d'entre vous ont manifesté un mécontentement à l'annonce d'une prime destinée aux personnes ayant été gênées à l'occasion du lancement des nouvelles installations de l'île Séguin par :

1° la détérioration temporaire des conditions de travail occasionnée par les travaux ;

2° l'effort d'adaptation à des changements de processus de travail.

Il a fallu alors, à l'intérieur de l'usine de Billancourt, établir une limite géographique permettant de déterminer qui avait été affecté par ces deux phénomènes. Il s'avère bien que cette limite ne correspond pas obligatoirement à l'ensemble du département 74 et qu'elle implique par contre d'autres départements ou services de l'usine de Billancourt.

Il faut convenir que vous n'avez pas été touchés par ces travaux, directement ou indirectement, et qu'en conséquence nous ne pouvons vous attribuer cette prime, qui n'est pas généralisée à l'ensemble de l'usine.

Nous pensons que vous comprendrez la logique de ce raisonnement.

D'autres occasions vous permettront peut-être de bénéficier d'avantages que d'autres n'auront pas.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sincères salutations.

D. BARUS
Chef du département 74

On ne comprend que trop bien la logique de la direction : vivement qu'on crève, pour pouvoir toucher la prime !

☐ CREDIT LYONNAIS

Du règlement à son... application

La loi du 4.8.1982, dite Loi Auroux, a fait obligation aux entreprises de réformer le règlement intérieur et le droit disciplinaire dans un délai d'un an.

Au mois d'août 1983, la direction du Crédit Lyonnais s'est mise en conformité avec la loi et a édicté un projet de règlement intérieur qu'elle a communiqué pour information aux organisations syndicales.

En fait, au Crédit Lyonnais, il n'existait pas de règlement intérieur proprement dit, la plupart des règles en vigueur étant inscrites dans la convention collective des banques. Les autres points non prévus dans la convention faisant l'objet de circulaires adressées au personnel.

Et, concernant la discipline, comme les autorisations d'absence, une grande latitude est laissée aux chefs de service pour apprécier.

Aussi l'existence d'un texte codifiant de façon restrictive un certain nombre de règles ou d'usages plus ou moins appliqués a-t-elle soulevé de l'émotion dans le personnel.

C'est la CGT qui en a fait connaître les termes parmi le personnel.

Curieux tract, qui avait le mérite d'informer mais qui, bien sûr, expliquait que le méchant P-DG socialiste du Crédit Lyonnais n'avait pas suivi les recommandations du gouvernement dont les intentions étaient bonnes, paraît-il.

Pourtant, le personnel du Crédit Lyonnais (comme celui de plusieurs autres banques) va faire connaissance avec une nouvelle sanction : *« la mise à pied pouvant aller jusqu'à 5 jours »*, qui n'avait jamais existé auparavant dans la convention collective des banques !

Bien sûr, une autre sanction qui existait précédemment, *« la retenue de 10 % sur le 13e mois »*, a été supprimée du règlement intérieur, les amendes étant interdites par la nouvelle loi.

Mais, pensent certains, la mise à pied n'est-elle pas aussi une sanction pécuniaire — donc une amende interdite ? Non, répond le ministère du Travail, qui dans une circulaire d'application datée du 15.3.1983 a prévu l'objection et y répond de la façon suivante :

« L'amende ou la sanction pécuniaire peut être définie comme une retenue sur salaire à l'encontre d'une personne qui a normalement fourni sa prestation de travail. La mise à pied disciplinaire ne peut donc être assimilée à une sanction pécuniaire interdite puisque le salarié mis à pied n'a pas effectué de travail et ne peut prétendre à un salaire. »

Il fallait y penser !

En tout cas les patrons auront des arguments donnés directement par le ministère pour contrer les délégués ou les travailleurs qui réclameront leurs droits.

Il faut dire que cette circulaire d'application a tout prévu, y compris l'obligation du pointage, alors que dans les banques nous avions mené toute une lutte — réussie — pour la suppression du pointage.

On trouve en effet :

« L'obligation de respecter les horaires et, par voie de conséquence, de pointer ».

En tout cas, règlement intérieur ou pas, toute l'application des règles disciplinaires dépendra du rapport de force que les employés de banque sauront créer.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

☐ RENAULT-FLINS

UNE SEMAINE DE CHÔMAGE ET... 500F DE MOINS SUR LA PAYE

A Renault-Flins, depuis le mois de juillet, la direction a annoncé que l'ensemble du personnel de production de l'usine chômerait dans la semaine du 19 au 23 septembre.

Renault-Flins, ces dernières années, n'a presque pas été touché par le chômage économique. Autant dire que, pour l'instant, le chômage partiel n'est pas perçu avec trop d'inquiétude par l'ensemble des travailleurs. Ceux-ci y voient seulement un certain manque à gagner. Et, à la reprise du travail, après les congés, beaucoup demandaient en matière de plaisanterie : « Quand est-ce qu'on chôme ? ». Tant la perspective d'échapper une semaine à l'usine est plutôt une éclaircie dans le ciel de la rentrée.

Bien sûr, il n'est pas dit que les 500 F de moins que cette semaine de chômage devrait entraîner sur la paye — selon les comptes de la CGT — passent aussi bien lorsqu'ils se feront sentir, lors de la paye du 7 octobre. Et il est certain que si les travailleurs ont quelque chose à réclamer, c'est que, semaine de chômage ou pas, la paye soit complète et la semaine d'arrêt payée à 100 %.

Ce n'est pourtant pas ce que réclame la CGT de l'usine. Elle s'inquiète en effet non pas tant pour la paye des ouvriers que pour le sort de l'entreprise Renault. Elle parle « des dangers que représentent les orientations et la stratégie de la Régie et de son P-DG Bernard Hanon ». **Elle se plaint que** « c'est aux USA qu'on va embaucher et investir et en France que l'on fait chômer », **déplore que** « ces choix entraînent déjà une chute de Renault sur le marché intérieur de près de cinq points au profit des marques étrangères » **et que** « si la Régie voulait entraver la réussite de l'expérience de gauche en France, elle ne s'y prendrait pas autrement ». **Et la position défendue par la CGT est : pas de chômage, les ouvriers doivent venir travailler.**

Ainsi, en réunion de délégués du personnel, on a vu ses dirigeants argumenter et tenter de convaincre le chef du personnel de renoncer à la semaine de chômage, disant qu'en travaillant moins vite, on pourrait travailler mieux et améliorer la qualité Renault, réduire les délais de livraison aux clients, etc.

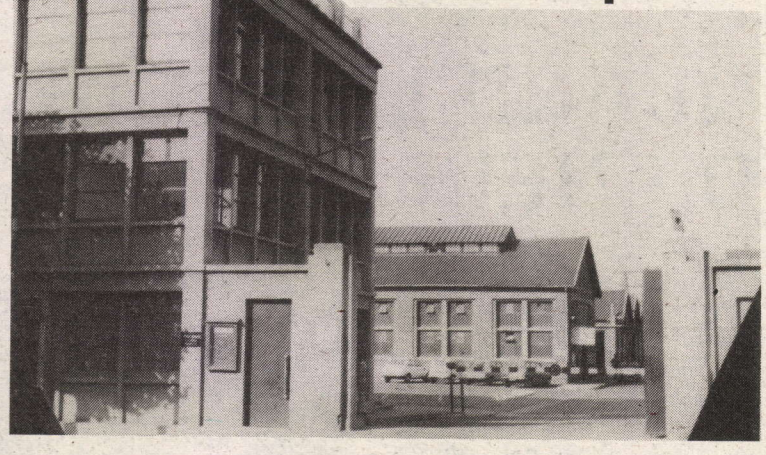
La CFDT, elle, réclame le paiement du lock-out à 100 %. Mais cela n'empêche pas certains de ses militants, notamment dans les secteurs de professionnels, d'être influencés par la position de la CGT, puisque dans un tract, ils ont demandé à travailler les quelques jours de chômage qui ont été décidés en juillet et août.

Réclamer de travailler à l'heure où la direction estime que ce n'est pas nécessaire ? Le moins qu'on puisse dire est que cela risque d'être inefficace, et en tout cas qu'il n'y a pas là de quoi inciter les travailleurs à lutter et à montrer leur force.

Correspondant LO

☐ SNECMA (Gennevilliers)

Réductions en perspective... mais de quoi ?



En ce moment, on discute beaucoup de la réduction du temps de travail. Tout est parti d'une réunion au mois de juin où la direction générale avait annoncé aux syndicats qu'elle accepterait de signer un contrat de solidarité prôné par le gouvernement et d'abaisser l'horaire à 37 heures par semaine. Cela signifierait une diminution de trois heures par semaine puisque nous faisons actuellement 40 heures.

Jusque-là, rien d'inquiétant... Ce serait même une bonne nouvelle. Seulement voilà, la compensation financière ne se ferait pas à 100 %. Pas moyen d'en savoir davantage, la direction n'a donné aucune autre précision depuis. Or, dans d'autres entreprises de l'aéronautique, comme la SNIAS et Dassault, les contrats qui ont été récemment signés (et c'est sur cette base-là que la SNECMA voudrait que ce soit accepté) aboutissent, selon l'enquête menée par la CGT, à des pertes de salaire de 250 à 500 F par mois.

Les syndicats commencent à s'agiter sur ce problème en vue d'une réunion qui doit avoir lieu le 28 septembre avec la direction générale. La CFDT a tout d'abord déclaré dans un tract : **« Il doit y avoir un prix à payer pour les travailleurs du groupe ».** Puis, devant les demandes d'explication de travailleurs et de syndiqués auprès des dirigeants CFDT, un autre tract est sorti, pour dire qu'il s'agissait d'une faute de frappe et qu'il n'était pas question de non compensation pour l'instant.

Quant à la CGT, elle essaie dans tous les centres de faire une consultation pour faire approuver sa position : oui à la réduction d'horaire mais sans perte de salaire. On verra si, au fil des jours passés autour du tapis vert, elle restera sur une position aussi claire. Pour l'heure, elle est surtout préoccupée des élections à la Sécurité sociale, et cherche à rassembler ses voix.

Les travailleurs de Gennevilliers ont des réactions différentes, face à la réduction d'horaire et aux propositions de la direction, selon l'importance du salaire. Bien entendu, au départ, tout le monde préfère faire moins d'heures et être payé intégralement, mais pour certains, s'il faut perdre un peu... Pourquoi pas ? Pour l'instant, l'ambiance n'est pas à imposer quoi que ce soit à la direction générale, et avant la réunion du 28 septembre il n'y aura peut-être rien de concret. Affaire à suivre.

Correspondant LO

☐ BERNARD-MOTEURS (Rueil)

Coup de tondeuse dans le groupe Renault

Vendredi 9 septembre, chez Bernard-Moteurs (filiale Renault qui fabrique des petits moteurs thermiques et des tondeuses à gazon), 57 travailleurs ont été convoqués et avertis de leur licenciement à partir du lundi soir suivant.

La direction avait obtenu le feu vert de J. Ralite, ministre de l'Emploi, auprès duquel elle avait introduit un recours hiérarchique (l'inspecteur du travail ayant refusé son projet de licenciement économique au mois d'avril). Comme quoi, un ministre, même communiste, ne vaut pas plus cher qu'un autre.

La direction avait toujours prétendu qu'il y aurait des reclassements internes ou dans le groupe Renault pour éviter les licenciements. Mais dès qu'elle a obtenu l'autorisation du ministère, elle ne s'est pas embarrassée de principes. C'était : La porte, et tout de suite.

A l'annonce de ces licenciements, dans l'usine l'ambiance était tendue, mais c'était plutôt l'écœurement qui dominait.

Lundi matin 12 septembre, une assemblée générale organisée par les syndicats a réuni la presque totalité du personnel, mais la majorité a repoussé la proposition de grève avec occupation de l'usine. Environ 150 personnes ont continué à débrayer le reste de la journée.

Derrière ces 57 licenciements, il y en a déjà certainement d'autres en prévision. Puisque le plan avoué de la direction, c'est d'arriver à un effectif de 750 personnes pour l'ensemble de Bernard-Moteurs (au lieu d'un millier actuellement). Ceci dans le cas où Renault, qui est actionnaire à 95 %, ne déciderait pas purement et simplement d'abandonner Bernard-Moteurs et de déposer le bilan. Une assemblée générale extraordinaire est d'ailleurs prévue le 27 octobre avec à l'ordre du jour « poursuite de l'activité ou dissolution de Bernard-Moteurs ».

Mais, aussi bien la direction de l'entreprise que la Régie et les pouvoirs publics espèrent que cela pourra se faire en douceur (comme l'a dit Hanon — P-DG de Renault), c'est-à-dire sans doute avec le moins de réactions possible de la part des travailleurs.

Reste à savoir si ceux-ci les laisseront mener à bien leurs projets.

Correspondant LO

Le hold-up du siècle ?

Dans quelques jours nous allons perdre 44 francs chacun. Inutile de surveiller votre portemonnaie, le voleur va se servir à la source.

En effet, lors du paiement de la deuxième partie de la prime de résultat d'exploitation, le gouvernement a décidé de prendre 44 francs à chacun des 450 000 employés des PTT.

Et voilà près de deux milliards de centimes récupérés. C'est plus fort que l'attaque du train postal.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
PTT-Hôtel des postes, Lyon
du 5/9/83

Boîte à malice

A Louvet, quand on met 1 F dans le distributeur, on a droit à un verre de boisson... et un essaim de moucherons qui voltigent autour.

Il paraît qu'en mettant 10 centimes de plus, ils se mettent en rang en se tenant par la main !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
PTT-Tri Austerlitz, Paris
du 12/9/83

DANS LES ENTREPRISES

□ PTT

Grève dans les centres de tri parisiens contre une réorganisation qui lèse les employés

A partir du 1er octobre, une réorganisation du travail dans les centres de tri parisiens va se mettre en place.

Cette réorganisation supprime le travail du dimanche et abaisse le temps de travail hebdomadaire de deux heures.

Le travail du dimanche était, depuis 1968, compensé double et les jours de repos compensateur pouvaient être cumulés. Donc, pour certains, cela se traduisait par des possibilités de semaines entières de congés grâce au travail du dimanche. En moyenne, on peut dire que cela faisait un mois supplémentaire de congés par an — une donnée qui compte beaucoup, bien sûr, pour nombre de jeunes, venant de province notamment.

L'abaissement du temps de travail hebdomadaire ne compense de toute façon qu'un jour par mois, donc la majorité du personnel qui travaillait deux dimanches par mois va travailler plus longtemps et, de toute façon, même pour ceux qui ne perdent rien, ils perdent la possibilité de cumuler ces repos.

La suppression du travail dans les centres de tri le dimanche entre dans le cadre d'une vaste réorganisation des postes qui vise à économiser au maximum du personnel et des installations. Cela va de pair avec les deux vitesses de courrier, les fermetures antérieures des bureaux de poste le samedi, le récent passage du courrier en franchise — CCP par exemple — en vitesse lente, etc.

Pour le téléphone, il est prévu non pas de supprimer le travail du dimanche mais de le faire entrer dans un roulement normal, donc de supprimer la compensation double, là aussi.

Depuis l'annonce de cette réorganisation, on discutait beaucoup dans les centres de tri.

Et, mercredi 14 septembre le Centre Paris-PLM se mettait en grève pour 24 heures, le mouvement étant soutenu par les trois syndicats.

Pour la région parisienne, le Centre de PLM est le plus important du point de vue du trafic et du personnel (environ 1 500 agents, dont un millier est touché par la suppression du travail du dimanche). Un mouvement dans ce centre rencontre donc souvent un écho ailleurs. Ainsi, mercredi soir, au centre de Montparnasse, l'équipe de nuit décidait la grève et, jeudi matin, après que PLM eut reconduit la grève, le centre de Saint-Lazare s'est mis en grève à son tour.

Le ministère a commencé par les centres de tri parisiens, à titre de ballon d'essai pourrait-on dire. En effet, s'il arrive là à supprimer les avantages acquis, il ira plus loin dans les autres secteurs, sur les nuits de samedi à dimanche ou de dimanche à lundi, sur les horaires particuliers des ambulants, sur les téléphones.

Il est bien évident que le service public est forcément détérioré dans cette suppression puisque, dorénavant, aucun courrier, même mis dans les gares ou les rares bureaux ouverts le dimanche ne sera trié et acheminé le dimanche.

Par ailleurs, ce qui met tout le monde en colère, c'est que le plan de réorganisation tel qu'il apparaît a été mis en forme par les gouvernements précédents et que c'est la gauche qui va le mettre en place.

Pour le moment, le moins qu'on puisse dire, c'est que ça ne passe pas comme une lettre à la poste.

Correspondant LO

Au Tri PTT Austerlitz, on bloque les portes des camions

C'est en apprenant les premières mesures précises concernant le plan de restructuration que les 50 camarades du Transbordement de nuit ont décidé de débrayer une heure et de bloquer les portes des camions, pour empêcher le déchargement. Le plan en question prévoit la quasi-fermeture des centres de tri le week-end, ce qui fait perdre à chacun de ces collègues une vingtaine de jours de congés par an qui leur étaient accordés en compensation du travail du dimanche.

Jusqu'à aujourd'hui, mercredi 14 septembre, le débrayage d'une heure par jour se poursuit. Car si le plan prévoit aussi une réduction d'horaire de trois heures par semaine, cela est bien loin de compenser les jours de repos que l'administration veut nous voler !

Correspondant LO

□ SKF (Ivry)

Une prime pour être mis dehors, ça ne fait pas le compte

Le « plan social » élaboré par la direction de la SKF, en concertation avec les ministères de l'Industrie et de l'Emploi pour la fermeture de l'usine d'Ivry prévoyait de muter 50 travailleurs à l'usine de Saint-Cyr près de Tours et 30 à celle de Fontenay-le-Comte en Vendée, sur les 615 présents en mars. Pour faire accepter ces mutations, la direction donnait diverses primes, qui s'élevaient à environ 10 000 F par personne.

Mais, comme il fallait déménager à 250 ou 400 km, et aussi parce que cela impliquait des pertes de salaire (compensées seulement la première année), il n'y eut au total qu'une cinquantaine de personnes à accepter la mutation.

La direction espérait aussi que beaucoup partiraient d'eux-mêmes. Dans ce but, elle avait affiché une liste de plusieurs dizaines d'entreprises qui, paraît-il, embauchaient dans la région parisienne. Mais le hic, c'est qu'après un entretien et même parfois un essai, on vous annonçait qu'il n'y avait pas d'embauche ! Au total donc seulement 40 personnes ont pris leur compte, dont la moitié avaient retrouvé du travail par leurs propres moyens.

Les « volontaires » pour le départ ne se sont pas pressés au portillon. Et à ce jour, avec les départs, les mutations à Saint-Cyr, Fontenay et dans d'autres filiales, l'effectif n'a baissé que de 120 personnes.

Alors, dès le retour des vacances, la direction vient d'annoncer qu'elle verse une prime de licenciement de 30 000 F (rallongée dans certains cas : par exemple, 10 000 F supplémentaires pour ceux qui ont entre 50 et 55 ans). Notons que les camarades qui partiront en pré-retraite n'y ont pas droit.

Certes, cette prime peut inciter quelques travailleurs à partir. Mais la plupart d'entre nous ne sont pas pressés d'aller grossir les rangs des chômeurs. Si bien qu'il n'y a pas foule pour réclamer les 30 000 F. En revanche on se dit que, si la SKF lâche comme cela 30 000 F, c'est qu'elle n'est pas à court d'argent.

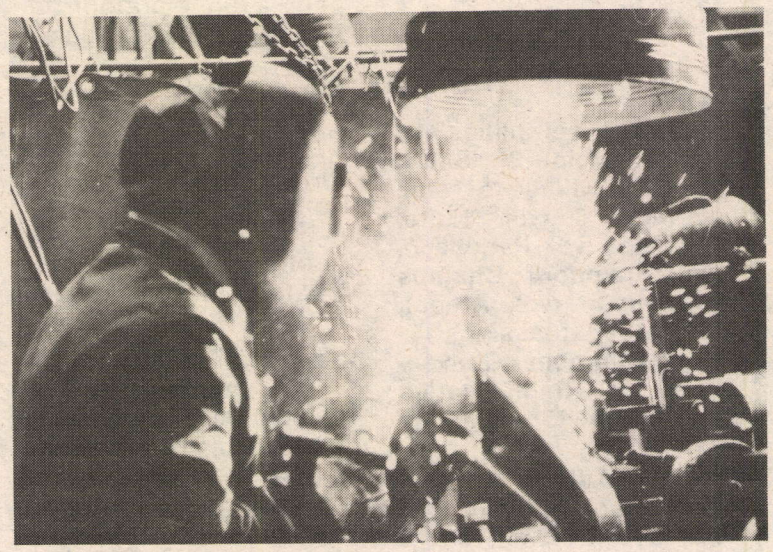
La direction n'a pas convaincu grand monde de partir, avec seulement l'équivalent de 4 à 6 mois de salaire. Le fait que les actionnaires vont, eux, se mettre dans la poche 100 millions en un an, soit l'équivalent de trois fois le total des salaires annuels, y est sans doute pour quelque chose.

Correspondant LO

□ CHAUSSON (Gennevilliers)

Pas question le samedi

Le travail en heures supplémentaires le samedi, c'est une habitude à Chausson-Gennevilliers. Au moindre problème de production, la direction y a systématiquement recours, et pour trouver des volontaires en fabrication, en général, elle n'avait pas trop de difficultés : une bonne partie des travailleurs comptaient là-dessus pour arrondir leurs fins de mois et si cela ne suffisait pas, les chefs faisaient pression pour trouver des « volontaires » désignés.



C'est pourquoi, quand la direction a annoncé qu'à la Tôlerie EAL (4L fourgonnettes) le samedi 10 septembre serait travaillé, elle ne s'attendait pas à des problèmes, d'autant moins que ce sont les retours de vacances et que nous sommes tous en manque de fonds. Sauf que cette fois-ci non seulement une partie des travailleurs avait refusé de venir, mais même ceux qui s'étaient portés volontaires vers la fin de la semaine commençaient à le regretter car les cadences ces derniers temps sont particulièrement dures.

Aussi, pour refuser le travail du samedi, une assemblée générale était convoquée le vendredi matin réunissant l'EAL mais aussi le secteur voisin afin que tous soient au courant et que les chefs ne puissent pas y recruter de volontaires pour remplacer les gars de l'EAL.

Panique à la direction qui, comme par hasard, sortit, 10 minutes avant l'assemblée, une note de service disant qu'il s'agissait en fait d'une récupération qu'on avait oubliée et qui tombait à pic pour la direction.

Si les directeurs avaient pensé que les choses s'arrangeraient ainsi, ils en ont été pour leurs frais ! Car cette note a été ressentie comme une véritable provocation et a décidé les derniers hésitants : **« Plus question de venir le samedi, on n'est pas des moutons ! »** La direction a donc été obligée de remballer ses heures supplémentaires du samedi, ce qui est une première à l'usine. Les travailleurs de l'EAL sont bien sûr contents de ce succès mais aussi d'avoir montré juste à dix jours de la reprise et à six mois de la grève Chausson que l'ambiance est toujours au beau fixe !

Correspondant LO

FILMS

Sélection

dans les salles parisiennes

VIVEMENT DIMANCHE.
de François Truffaut.
Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci. Un exercice de style, drôle et plein de fantaisie.
Gaumont les Halles 1er. Gaumont Richelieu 2e. Studio de la Harpe 5e. Hautefeuille 6e. Marignan 8e. Elysées Lincoln 8e (sous-titres en anglais). Français 9e. Nation 12e. Mistral 14e. Montparnasse Pathé 14e. PLM Saint-Jacques 14e. Gaumont Convention 15e. 14 Juillet 15e. Pathé Clichy 18e.

LES 400 COUPS.
de François Truffaut.
Un jeune garçon est envoyé en maison de redressement. Un film sensible et émouvant.
Movies les halles 1er. Saint-André des arts 6e. Sept parnassiens 14e.

COUP DE FOUDRE.
de Diane Kurys.
L'amitié entre deux femmes dans les années 1950.
Studio l'Etoile 17e.

CARMEN.
de Carlos Saura.
Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, c'est avant tout un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.
Gaumont les halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint-Germain village 5e (vo). Bretagne 6e (vo). Hautefeuille 5e (vo). Pagode 7e (vo). Gaumont Champs Elysées 8e (vo). Athéna 12e. Sept parnassiens 14e (vo). Gaumont Convention 15e. Saint-Charles convention 15e (vo).

LA TRAVIATA.
de Franco Zefirelli.
L'opéra de Verdi adapté de *La Dame aux Camélias.*
Vendôme 2e (vo). Publicis Matignon 8e (vo).

DE MAO A MOZART.
de Murray Lerner.
Le violoniste Isaac Stern en tournée en Chine ou l'amour de la musique.
Saint-Ambroise 11e (vo). Calypso 17e (vo).

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.
Les mésaventures d'un jeune postier passionné d'opéra.
Panthéon 5e.

THE ROSE.
de M. Rydell.
La carrière dramatique d'une chanteuse de rock avec Bette Midler.
7 Parnassiens 14e (vo).

★
★ ★

KOYAANISQATSI (LA PROPHETIE).
de Godefrey Reggio.
Des images superbes, fantastiques sur la nature vierge aux USA en contraste avec la civilisation industrielle.
Ciné Beaubourg les Halles 3e. Paramount Odéon 6e. Escurial panorama 13e.

ORANGE MÉCANIQUE
de S. Kubrick.
La violence et l'ordre dans les grandes cités déshumanisées d'un futur... déjà parmi nous !
Studio Galande 5e (vo).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX.
de Sydney Pollack.
Pour survivre, des chômeurs de la crise de 1929, aux USA, participent à un marathon de danse... jusqu'à épuisement.
Action Christine 6e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de Dalton Trumbo.
Un violent réquisitoire contre la guerre.
Châtelet Victoria 1er (vo).

HAIR.
de Milos Forman.
La jeunesse américaine contre la guerre du Vietnam. Une comédie musicale où, derrière l'humour et la fantaisie, se cache le drame.
Paramount Odéon 6e (vo).

TOOTSIE.
de Sydney Pollack.
Un comédien se fait passer pour une femme...
UGC Opéra 2e. Marbeuf 8e (vo). L'épée de bois 5e (vo).

★
★ ★

SPARTACUS.
de Stanley Kubrick
Une évocation romancée mais percutante de la plus importante révolte d'esclaves de l'Empire romain.
Action Christine 6e

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.
D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.
Lucernaire 6e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.
Un Noir du désert du Kalahari aux prises avec la prétendue civilisation des Blancs.
Quintette 5e (vo). Marignan 8e (vo). Français 9e. Montparnos 14e.

★
★ ★

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.
de Peter Weir.
Une histoire d'amour dans l'ambiance du coup d'Etat militaire de Suharto en Indonésie.
Cinoches 6e (vo). Marbeuf 8e (vo).

PATHER PANCHALI.
de Satyajit Ray.
La chronique d'une famille pauvre au Bengale. Considéré comme un des plus beaux films du cinéma indien.
14 Juillet Parnasse 6e (vo).

GAIJIN.
de Tizuka Yamasaki.
La révolte de Japonais exploités par un planteur brésilien, au début du siècle.
Châtelet Victoria 1er (vo). Denfert 14e (vo).

★ YOL (la permission).
de Yilmaz Güney.
Un groupe de prisonniers turcs retournent chez eux, le temps d'une permission.
Saint-Ambroise 11e (vo).

LE MUR.
de Yilmaz Güney.
La vie dans une prison turque pour enfants.
Saint Ambroise 11e (vo).

Z.
de Costa-Gavras.
L'assassinat d'un député grec en 1963.
Grand Pavois 15e.

LES DAMNÉS.
de Luchino Visconti.
La montée du fascisme en Allemagne à travers l'histoire d'une puissante famille d'industriels.
Opéra Night 2e.

« *Frances* »

Inspiré de l'histoire vraie de l'actrice américaine Frances Farmer, le film raconte les aventures et les tristes mésaventures d'une brillante étudiante qui gagne à 16 ans un concours de cinéma avec un essai sur **« la mort de Dieu »** et débute une carrière de comédienne avec une indépendance d'esprit qui fait scandale. En 1930, ses airs « de gauche » sont très mal vus de la petite-bourgeoisie de la ville de Seattle.

Et cependant, sa personnalité et sa blondeur lui ouvrent les portes d'Hollywood et de Broadway. Elle connaît vite le succès et fait courir tout New-York. Promise à un bel avenir, elle va pourtant craquer car à Hollywood, une actrice doit se contenter d'être « sexy » et d'obéir aux businessmen : la fabrique de stars fait de l'argent avec de beaux objets, pas avec des intellectuelles insolentes comme Frances.

Le film brosse le portrait un peu « mélo » d'une femme fragile, sur qui les malheurs s'accumulent. Prise entre une mère abusive qui ne supporte pas de la voir renoncer à la gloire, un père démissionnaire et son seul ami, brave mais un peu ballot, Frances perd pied et connaît l'enfer de l'asile psychiatrique.

L'émotion passe et certaines scènes bouleversent, même si le film veut trop nous faire pleurer sur le sort de cette malheureuse actrice.

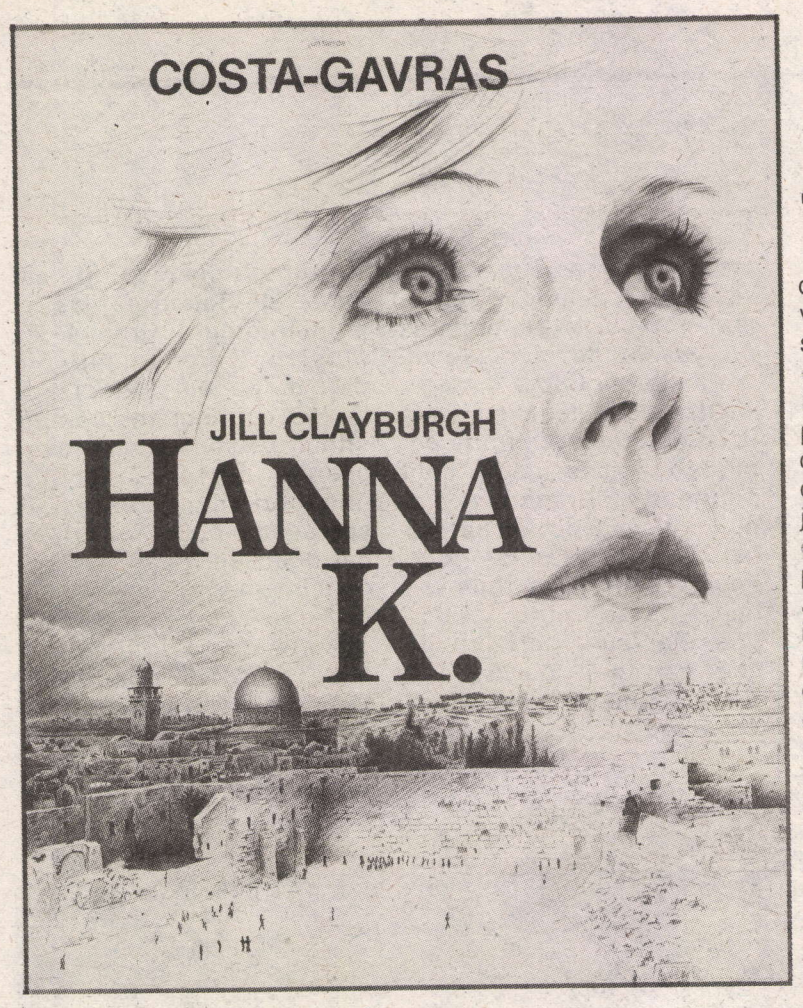
Frédéric FERRIERES

« *Benvenuta* »

Dans la ville de Gand, en Flandre, un jeune scénariste qui veut adapter au cinéma un roman, va voir son auteur, une femme plus très jeune qui lui raconte les épisodes de sa vie qui ont inspiré son livre.

Il s'agit d'une histoire d'amour sans grand intérêt que le cinéaste lui-même, qui intercale quelques gags au milieu de scènes qui seraient émouvantes, semble ne pas prendre trop au sérieux. Mais malgré des longueurs, on se laisse prendre à ce mélange continuel du passé et du présent dans une atmosphère un peu mystérieuse, aux magnifiques photos des canaux de Gand ou de l'Italie et Fanny Ardant arrive presque à nous faire croire à son amour romantique.

Jean HAINAUT



On peut voir en *Hanna K.* l'histoire d'une femme qui ne sait pas très bien où elle en est. Juive américaine d'origine polonaise, séparée d'un mari français, elle est venue, comme tant d'autres Juifs, s'installer en Israël en considérant ce pays comme sa patrie. Elle ne veut ni d'un mari avec lequel elle a pourtant conservé des relations étroites, ni du procureur israélien dont elle est enceinte et qui veut l'épouser. Et elle va s'attacher au jeune Palestinien dont elle a assuré la défense en tant qu'avocate. On peut trouver cet aspect-là du film plus ou moins intéressant.

Mais pourtant, *Hanna K.* est un film à voir, car Costa-Gavras fait bien plus que raconter une histoire sentimentale. Il rend concret un des aspects du problème palestinien : la dépossession des Palestiniens de leurs terres. Il montre, sans phrases, comment ils sont considérés dans leur propre pays comme des citoyens de seconde zone, ou, encore plus radicalement, comme des étrangers et des ennemis. Et il fait aussi sentir avec pas mal d'exactitude et sans aucune outrance (au contraire !) bien des aspects de la société israélienne, le conformisme qui y règne, le manque de liberté dont sont victimes les Israéliens parce qu'ils oppriment les Palestiniens, même s'ils n'en sont pas conscients, même s'ils adhèrent complètement au sionisme.

Selim, caché dans un puits, est arrêté à cette occasion. Hanna, avocate commise d'office, est amenée à le défendre. Selim vit depuis son enfance dans des camps de réfugiés. Il veut récupérer la maison de sa famille, une maison qui a été transformée en musée. Le village dont elle faisait partie a été entièrement détruit : à sa place, se dresse un nouveau village, juif, dont les maisons ont été construites, de leurs propres mains, par des Juifs russes nouvellement immigrants qui ne savent même pas qu'ils vivent là où ont vécu des Palestiniens et qui comme la presque totalité des Israéliens, de toute façon, ne veulent pas le savoir.

Hanna possède une certaine dose de naiveté : les papiers de propriété que lui montre le jeune Palestinien sont en règle, il n'est pas un terroriste, pourquoi ne récupérerait-il pas sa maison ?

Mais, en petit comité, procureur, grand avocat et représentant du gouvernement lui rappellent que le problème n'est pas seulement celui de Selim, mais « **des deux millions de Palestiniens qui sont derrière** ». Que veut-elle, lui disent-ils : créer une jurisprudence qui leur permette de réclamer les terres qui sont devenues israéliennes ?

C'est ainsi que, par le biais d'un fait divers, Costa Gavras souligne que toute l'existence d'Israël est basée sur la dépossession des Palestiniens.

Au travers de l'histoire de Selim, Costa Gavras a rendu concret tout ce que cette politique a d'odieux, et la façon dont elle amène les Israéliens qui pourraient être fort estimables, à se conduire collectivement en oppresseurs et individuellement, en hommes sans scrupules et sans conscience, et de plus, pénétrés même en avoir conscience parce qu'ils sont devenus un peuple qui en opprime un autre. Israël se proclame un Etat « **démocratique** ». Mais le nationalisme israélien s'est appuyé sur le nationalisme religieux juif, il lui a rendu de la vigueur et a donné au conformisme religieux un poids considérable dans la société. L'avortement n'est pas autorisé en Israël. Il est difficile, dit Hanna, d'être mère célibataire en Israël. Elle s'y résoud. Mais par contre, il ne lui vient même pas à l'idée de ne pas circoncire son fils, elle qui a pourtant été élevée en Amérique, qui a vécu en France, qui n'éprouve visiblement aucun sentiment religieux. Et c'est vrai que ce serait impensable en Israel.

Autre détail : on voit dans le film Hanna recevoir des coups de téléphone anonymes et se faire traiter de traînée parce qu'elle défend un Palestinien dans un procès qui fait du bruit. Eh bien, il faut savoir que seules deux avocates, en Israel, acceptent de défendre les Palestiniens « terroristes » ; l'une est proche du Parti Communiste, l'autre de l'extrême-gauche. Sur l'immeuble où se trouve le bureau de cette dernière, un large graffiti : putain.

Dans une scène, on voit un soldat affirmer qu'il ne connaît pas la ville où veut se rendre Hanna, Kafar Romaneh, pourtant mentionnée sur la carte. Au bout d'un moment, il dit quand même : « **Vous voulez peut-être parler de Kafr Rimona ?** » La ville a changé de nom, elle a changé de mains, tout ce qui est arabe est occulté.

Le film démarre par une scène choc : le dynamitage, par l'armée israélienne, d'une maison arabe devant les habitants du village, des Arabes accusés d'avoir caché — ou de ne pas avoir dénoncé, on ne sait — des « *terroristes* », des Palestiniens qui se sont introduits en fraude en Cisjordanie, dans les territoires occupés depuis 1967 par les Israéliens.

Alors, en allant voir *Hanna K.*, il faut être attentif à tous ces détails qui permettent de voir, à travers l'histoire et les problèmes individuels d'Hanna, ce qu'est Israël « **au quotidien** » tant pour les Juifs que pour les Arabes.

Sylvie FRIEDMAN

La confiscation des terres des Palestiniens a commencé avant même la naissance de l'Etat d'Israël avec l'achat par des mécènes juifs de terres possédées par de riches arabes mais cultivées par des paysans arabes. Ceux-ci se sont trouvés alors, le plus légalement du monde, dépossédés de leurs terres. Ce processus s'est poursuivi par la confiscation des terres des Palestiniens qui avaient fui Israël pendant la guerre de 1948 contre l'Angleterre et qui n'ont jamais été autorisés à y revenir du fait des plans de confiscation successifs en Israël même ; puis après la guerre de 1967 et l'annexion de la Cisjordanie, par la mainmise de l'Etat d'Israël, par divers biais, sur une bonne partie des terres de cette région.

Le gouvernement militaire a d'abord mis la main sur toutes les propriétés du gouvernement jordanien et sur tout ce qui relevait du domaine public, puis sur toutes les terres appartenant à des Palestiniens qui, volontairement ou non, étaient absents, puis sur toutes les terres déclarées « d'utilité publique » **et sur les terrains reconnus nécessaires à l'objectif de sécurité militaire. On estime ainsi que de 35 à 65 % des terres cisjordaniennes sont passées entre les mains d'organismes semi-gouvernementaux qui les ont remises à l'armée ou à des colons juifs.**

SPECTACLES

Le thème de l'ouvrage ? La querelle entre tenants et détracteurs de la musique « nouvelle », nouvelle en plein Second Empire, quand Offenbach faisait découvrir le plaisir d'une musique qui ferait rire face aux grands drames wagnériens alors à la mode. Et c'est aujourd'hui encore avec la gaieté et l'humour que les Musicomédiens nous donnent rendez-vous en montant cet opéra-bouffe.

Il fut créé en 1864, la même année que La belle Hélène et oppose « il signor Fagotto » virtuose d'une musique enlevée, spirituelle et legère a un bourgeois ridicule, imbu de musique dite sérieuse. Dans l'ouvrage, les défenseurs de la « vieille » musique sont, comme de bien entendu, vieux eux-mêmes, et leur mécène, un bourgeois aisé aussi inculte que sûr de lui, est le jouet d'un valet pas aussi niais qu'il veut bien en avoir l'air. Les champions de la « vieille » musique ne jurant que par ce qui est vieux, le bourgeois n'a pas trouvé de meilleur parti pour sa jeune et jolie fille qu'un antiquaire collectionneur de vieilleries, et bien sûr, amateur de « vieille » musique. Evidemment, la musique nouvelle » est défendue par le jeune, beau et talentueux professeur de musique de la dite jeune fille...

Offenbach décoche, dans la gaieté, tous ses traits ironiques contre ceux qu'il pourfend Offenbach prenait plaisir, avec ses opérettes, à se moquer des bourgeois en mettant tous les rieurs de son côté, y compris d'ailleurs certains de ces parvenus du Second Empire qui venaient aussi l'applaudir !

Ce petit opéra-bouffe est mené de façon rapide et pétillante par la troupe des Musicomédiens qui ont déjà monté en 1982 L'île de Tulipatan du même compositeur. Ils sont quatre musiciens et six acteurs-chanteurs-danseurs, tous sur scène pour nous faire partager leur gaieté et leur dynamisme.

Philippe NATIER

Théâtre de la Potinière, 7 rue Louis-le-Grand, 75002 PARIS, places de 60 à 115 francs.

Sélection télé

Samedi 17 septembre

20 h 35. FR3. Les Dossiers noirs présentent la seconde émission d'une série de trois intitulée **Le mystère Kennedy.** Cette séquence, **Six secondes pour tuer,** met en relief les contradictions et invraisemblances du rapport Warren destiné cependant à faire toute la lumière sur l'assassinat à Dallas, en 1963, du président des Etats-Unis, J.-F. Kennedy.
21 h 30. TF1. L'émission de Michel Polac, **Droit de réponse,** est consacrée à Edouard Leclerc et à son fils Michel Leclerc, « le casseur des prix d'essence ». Participent à l'émission divers représentants des commerçants, dont Gérard Nicoud du CID-UNATI, et un membre de l'UFC (Union fédérale des consommateurs).
22 h 05. A2. Les enfants du rock proposent des extraits de festivals tenus cet été en Allemagne et en Californie ainsi qu'un aperçu de différents groupes rock.
22 h 30. FR3. Musiclub est consacré à l'opéra de Gershwin **Porgy and Bess.** Avec la participation de la cantatrice W. Fernandez qui interprétait la diva, dans le film du même nom.

Dimanche 18 septembre

21 h 40. A2. L'empire de Noisiel. L'évocation peinte en rose de l'histoire de la famille d'industriels Menier qui fit fortune en fabriquant du chocolat...
22 h 30. FR3. Le Cinéma de minuit présente un film de George Cukor, **Femmes,** qui a pour originalité de ne mettre en scène que des femmes pour mieux faire assaut de misogynie !

Lundi 19 septembre

20 h 35. A2. Jacques Chancel entreprend, dans ce **Grand échiquier,** de célébrer le centenaire de l'Alliance française, association dont le but déclaré était à sa fondation d'assurer « *le rayonnement mondial de la langue et de la culture françaises* ». De nombreux artistes sont invités pour l'occasion.
20 h 35. FR3. Cinéma : **Pour Clémence,** de Charles Belmont. L'histoire d'un chômeur sous les regards de sa femme et de sa fille, angoissé non par le manque d'argent mais par le désœuvrement.

Mardi 20 septembre

20 h 35. TF1. Théâtre : **Le Tartuffe** de Molière, mis en scène et interprété par Jean Le Poulain. Une comédie dénonçant l'hypocrisie des dévôts qui n'a rien perdu de son sel et de son actualité.
20 h 40. A2. Film social : **F.I.S.T.,** de Norman Jewison, avec Sylvester Stallone et Rod Steiger. Ce film intéressant est une évocation de la vie du syndicaliste américain Jimmy Hoffa, patron du puissant syndicat des camionneurs en 1937, qui se lia avec la pègre pour s'opposer aussi bien aux patrons récalcitrants qu'à ses rivaux syndicaux.
20 h 50. FR3. Western : **Le brigand bien-aimé,** d'Henry King, avec Tyrone Power et Henry Fonda. L'histoire romancée des frères James, Frank et Jesse, devenus bandits pour venger leur mère assassinée par les hommes des compagnies de chemin de fer dans les Etats-Unis de 1867.
23 h 10. FR3. Film d'horreur... pour les amateurs : **L'homme au masque de cire,** d'André de Toth, avec Vincent Price.

Mercredi 21 septembre

20 h 35. TF1. Les mercredis de l'information proposent un reportage sur les « **marchands de guerre** », c'est-à-dire tous ceux qui vivent du commerce clandestin des armes, commerce qui représenta en 1982, quelque 600 milliards de dollars. Quatre d'entre eux participeront à l'émission.
22 h 05. FR3. Jean Lacouture a conçu cette émission consacrée au président de la Fédération internationale des droits de l'homme « **Daniel Mayer, militant de l'espérance** » qui se définit lui-même comme « socialiste, français et juif ».

Jeudi 22 septembre

20 h 35. TF1. Le portrait de Dorian Gray. Film de Pierre Boutron, d'après le roman d'Oscar Wilde.
20 h 35. FR3. Les parents du Dimanche. Film du hongrois Janos Rozsa, qui brosse un panorama de la société hongroise contemporaine à travers l'histoire d'une jeune déclassée.
21 h 40. A2. L'histoire en question. Alain Decaux raconte l'enlèvement, le 1er mars 1932, du fils de Charles Lindberg, pionnier de l'aviation.
23 h 25. FR3. Le Prélude à la nuit offre une création chorégraphique de Carolyn Carlson.

Vendredi 23 septembre

20 h 35. FR3. Le magazine **Vendredi** d'André Campana propose un film-reportage intitulé : « **Journal de Campagne** » réalisé par un Israélien, Amos Gitai, sur l'annexion des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Sans commentaire, les images dénoncent les violences exercées par l'armée israélienne contre les populations palestiniennes. Un document à ne pas manquer.
21 h 35. A2. Apostrophes, de Bernard Pivot, est consacré à l'écrivain et ancien journaliste du *Figaro,* **Raymond Aron.**
23 h 00. A2. Le **Ciné-club** présente **Faust,** de Murnau, film muet de 1926.

VARIETES

TOURE KUNDA

Si vous avez apprécié le spectacle de Touré Kunda à la fête de Lutte Ouvrière, ne manquez pas celui qui se produit jusqu'au 25 septembre dans la petite salle du Palais des Glaces. Touré Kunda ou plutôt les frères Kunda, puisqu'ils sont trois chanteurs, tous trois venus de Casamance au Sénégal, vous captiveront encore avec leur musique, leurs rythmes et leurs chants.

Quand le spectacle commence, de chaque côté de la salle, venant du fond de celle-ci, deux frappeurs de tam-tam s'avancent vers la scène. Leurs sons résonnent et le rythme est donné. Rythmes traditionnels d'Afrique, fortement frappés, qui ne vous quitteront plus de la soirée. Sur scène, ils retrouvent les guitares électriques, les saxos, les batteries... et l'orchestre tout entier éclate et enchaîne guidé par les tam-tams. Alors les sons s'amplifient et les spectateurs tous ensemble, sont comme soulevés de leurs sièges. Les Kunda les convient à faire écho à leurs chants qui les entraînent, et la salle entière répond, frappe des pieds, frappe des mains, tandis que du fond de la scène jaillit puis disparaît une danseuse.

Parfois la musique cède au reggae ou au jazz, devient très moderne et nous semble très proche. Mais il reste toujours l'originalité des Kunda qui chantent l'Afrique dans différents dialectes, avec différentes voix modulées, des plus aigues aux plus graves.

Un sepctacle tout en couleur, vraiment à ne pas manquer !

Patricia MULLAN

Au Palais des Glaces, à Paris, Métro République, 37 rue du Fg du Temple, 20 h 30, tarif unique 65 francs.

LIVRES

« Histoire de l'art »

Traduite en dix-sept langues, déjà publiée en France au début des années 50, cette histoire de l'art, considérée comme un classique du genre, fait l'objet d'une nouvelle édition mise à jour par l'auteur lui-même, professeur à l'université de Vienne.

En termes très simples, Ernst Gombrich retrace l'évolution de l'art de la peinture et de la sculpture, de l'âge préhistorique à nos jours. Pour chaque période, il se sert des œuvres qui lui paraissent les plus marquantes, même si elles ne sont pas les plus connues, pour expliquer les buts recherchés par les artistes, les moyens qu'ils avaient à leur disposition, les difficultés ou les facilités qu'ils ont pu rencontrer en leur temps.

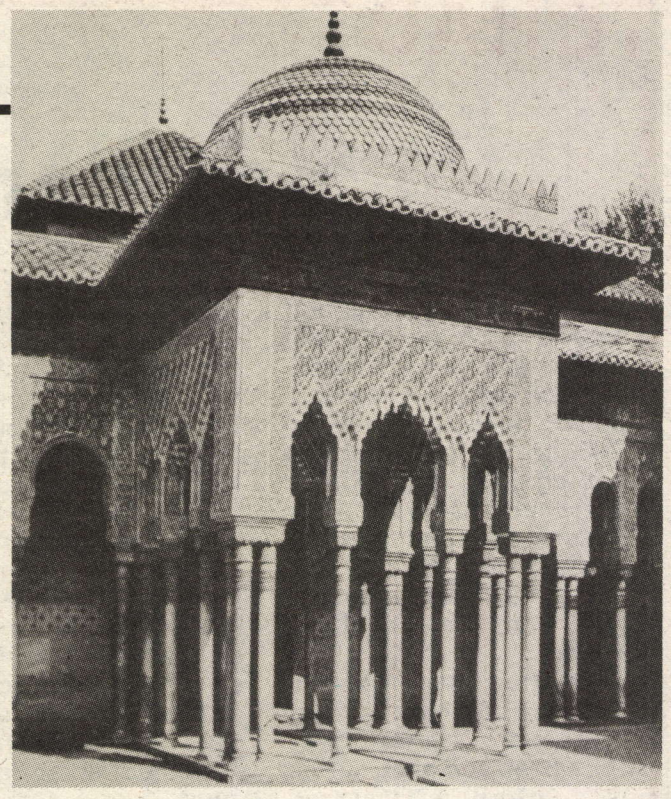
Il ne s'agit là ni d'une encyclopédie, ni d'un dictionnaire sec et rébarbatif de la peinture et de la sculpture. Au contraire. L'auteur n'essaie pas de nous parler de tous les artistes importants mais son but est, en premier lieu, de nous faire mieux comprendre, connaître et aimer les œuvres qui illustrent le mieux la personnalité de leur auteur. Il s'explique ainsi dans son introduction : « Je me propose d'exposer l'histoire de l'art, c'est-à-dire l'histoire de l'art de bâtir, de peindre et de sculpter. Je crois que le fait d'en savoir quelque chose peut nous aider à comprendre pourquoi tels artistes ont travaillé dans un certain sens, ont recherché certains effets. C'est surtout une excellente manière de rendre notre œil plus apte à saisir les caractères particuliers des différentes œuvres d'art et par là même d'aiguiser nos sensibilités aux nuances les plus subtiles. »

Gombrich fait, chaque fois que possible, référence à ce que nous connaissons et apprécions aujourd'hui pour éclairer la démarche des artistes d'autrefois.

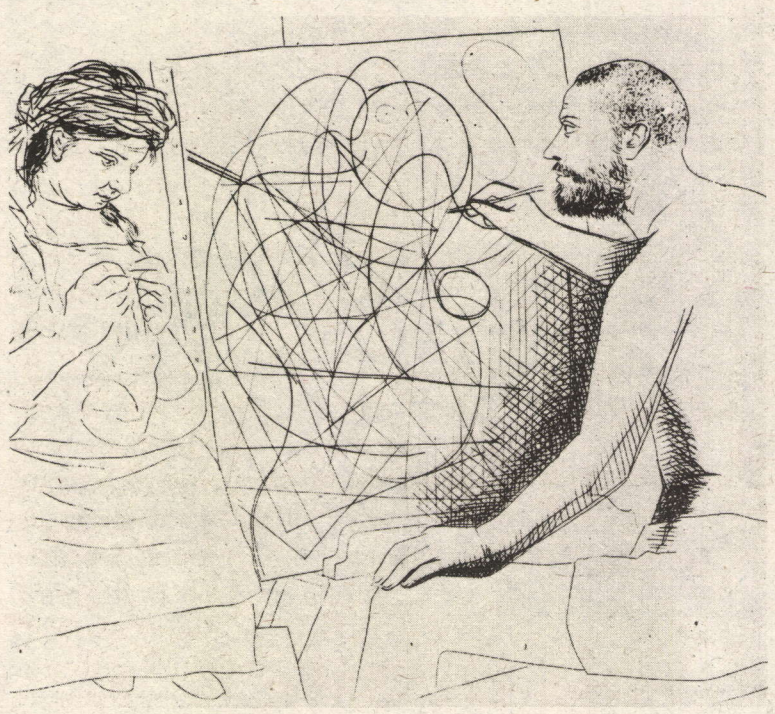
Cela donne un livre très vivant, qui se lit avec plaisir et d'autant plus aisément que l'auteur s'est interdit de faire allusion à une œuvre dont il ne montrerait pas une reproduction. Beaucoup de ces illustrations sont en noir et blanc, ce qui est parfois dommage mais ce qui explique aussi le prix relativement peu élevé pour ce genre d'ouvrage, ce qui ne retire rien à ce livre passionnant !

Joëlle GERARD

Histoire de l'art **d'Ernst Gombrich, 500 pages, Editions Flammarion, prix : 135 F.**



Le palais de l'Alhambra, à Grenade (1377) et ***Le peintre et son modèle*** *de Picasso (1931).*



Si Maria, l'héroïne de ce roman écrit dans les années 70, porte le nom de Maria Republica, c'est qu'elle est la fille de « communistes », « d'incendiaires d'églises », fusillés en 1939 en Espagne, qu'elle n'a jamais voulu renier.

Le livre d'Agustin Gomez-Arcos nous fait revivre son passé par bribes successives. Au début du roman, on ne connaît presque rien de la famille, de l'adolescence de Maria dont on fait la connaissance au moment où sa tante, une riche bourgeoise nationaliste, l'emmène au couvent pour la remettre dans ce qu'elle appelle le droit chemin. Car Maria Republica est une prostituée. Dans les années 60, alors qu'une loi espagnole faisait officiellement fermer les maisons closes courues par les hauts dignitaires du régime franquiste, sa tante complice de l'assassinat de ses parents, a décidé d'en faire une « Maria récupérée ». Mais Maria ne se pliera pas à la terrible loi du couvent qui symbolise dans ce roman la loi de la dictature franquiste, et ne reniera pas sinon son passé du moins le combat de ses parents et son propre combat à elle, quand elle était enfant et qu'elle n'acceptait pas que sa tante « vende » son petit frère à l'Eglise pour en faire un curé.

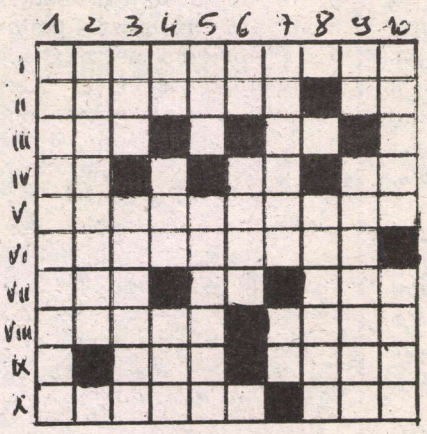
Les personnages, aussi bien celui de Maria Republica que celui de la Duchesse Révérente du couvent ou de la tante, sont autant de figures symboliques et l'évocation réaliste du passé de Maria se mêle au côté fantastique de certaines situations.

C'est que l'auteur, qui a dû quitter l'Espagne franquiste en 1966 pour fuir la censure, a construit ce livre comme un pamphlet violent contre la société franquiste, son hypocrisie et l'un de ses principaux piliers, l'Eglise. Cela donne un livre acide, écrit dans un langage volontairement cru, souvent caricatural mais très percutant.

Samuel LATAN

Maria Republica **de Agustin Gomez-Arcos, Editions Seuil, Points roman, 255 pages, prix : 23 F.**

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. I. Peuvent être frappants sans faire mal. II. Eviterai. Possessif. III. Une façon bien espagnole d'exprimer son élan. Vas en Angleterre. IV. Saint en Normandie. Personnel. Symbole chimique. V. Riche en scandales. VI. Firent plus qu'user. VII. Possessif. Dans la boue. On le préfère chaud. VIII. Expansion. Les trois font la vie. IX. Début d'enregistrement. Des villes ou des champs. X. Ensemble de règles. Le vaincu de la guerre de Sécession.

VERTICALEMENT. 1. Voleur. 2. De vrais ramiers. 3. Quatrième que l'on ne redoublera pas. Poète. 4. Démonstratif. Réclame du secours. On y cause beaucoup pour rien. 5. Une activité des PTT. Bon pour les épinards. 6. Passe à Saint-Omer. Gimbarde. 7. A une réputation d'imprévoyance. Début d'article. 8. Donc pas juste. 9. Précède le docteur. Sans tache. 10. Tacher. Crochet.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	A	P	I	L	L	O	T	E	S
II	O	P	E	R	E	E	S	■	C	U
III	C	R	U	E	S	■	È	U	R	E
IV	H	E	R	S	E	S	■	N	I	■
V	E	T	E	■	R	E	C	I	T	S
VI	T	E	U	T	O	N	I	Q	U	E
VII	T	■	S	O	N	S	■	U	R	I
VIII	E	V	E	N	T	■	B	E	E	S
IX	■	O	S	A	■	E	U	■	■	M
X	I	L	■	L	I	S	E	T	T	E

TCHAD

L'enlisement

Cela fait maintenant plus d'un mois que le gouvernement français a pris la décision d'envoyer plusieurs milliers de militaires (on ne sait toujours pas combien exactement) au Tchad et à en juger par l'allure que prennent les événements, ils ont bien l'air d'être partis pour y rester un bon bout de temps.

En effet, en en restant à l'opération Monta, qui consiste à empêcher l'accès au sud et au centre du Tchad à l'armée libyenne, l'armée française s'installe progressivement dans une situation qui risque de durer.

Le gouvernement français espère peut-être encore réussir à parvenir à un accord avec les Libyens par la voie diplomatique sur le retrait des troupes au Nord du Tchad.

Mais pour l'instant entre les troupes libyennes et françaises c'est le face-à-face, chacune des forces en présence campe sur ses positions actuelles, chacun semble s'enterrer. On voit mal comment ils pourraient en sortir, autrement que par la guerre dure et longue, dont l'issue pourrait être incertaine. C'est pourquoi, il n'est pas impossible qu'on en arrive de fait à une partition du Tchad.

On a déjà vu dans le passé sous des gouvernements précédents l'exemple de ce genre de situation. On pourrait très bien assister alors à la mise en place d'une force permanente de militaires français, d'instructeurs en tout genre qui se relaieraient sur le terrain.

Et ce n'est certainement pas Hissène Habré qui peut influer sur le gouvernement de manière décisive. Il n'est pas le maître de la situation, le gouvernement français décidant lui-même de sa politique.

Charles Hernu, le ministre des Armées, a d'ailleurs abordé tout récemment les problèmes posés par la relève des militaires actuellement engagés au Tchad et au Liban. Il envisagerait sérieusement que des régiments d'appelés soient envoyés dans les territoires et départements d'outre-mer à la place d'unités de « professionnels », composées entre autres de légionnaires, qui eux seraient alors envoyés au Tchad et au Liban.

Parallèlement, il envisage dès 1984 de mettre sur pied des unités de volontaires avec un service long de l'ordre de vingt-quatre mois, qui viendraient en renfort des troupes d'engagés hors du territoire français, c'est-à-dire en Afrique par exemple.

Est-ce une façon pour Hernu de préparer une installation longue au Tchad ? C'est difficile encore de le dire. Mais le calcul du gouvernement peut effectivement être qu'une installation permanente de troupes françaises au sud pourrait prolonger au Tchad un statut-quo basé sur la situation actuelle.

Il reste bien sûr la possibilité de déclencher la guerre dans le Nord contre les troupes libyennes, mais l'état-major français ne semble pas de taille et l'issue paraîtrait pour le moins incertaine. Alors la présence militaire permanente au sud permettrait au moins aux grosses sociétés cotonnières, de faire leurs affaires à l'ombre des militaires français. Et la présence française permettrait d'avertir tous ceux qui voudraient aller au-delà de ce que l'impérialisme a décidé ou est prêt à tolérer, que c'est à l'armée mercenaire qu'ils auront affaire.

Ainsi le gouvernement veut nous habituer à la présence permanente de troupes militaires françaises, au Tchad aujourd'hui, dans d'autres pays africains peut-être demain. Il veut nous habituer à cette idée que la France possède toujours des colonies et qu'elle se comporte en impérialiste vis-à-vis d'elles. Cette guerre-là est bien une guerre coloniale, une guerre contre tout un peuple.

P.V.

L'impérialisme français en action au Tchad.

CONFERENCE DE CARACAS

L'Amérique latine sous le joug des banques nord-américaines

Lors de la conférence sur la dette des pays d'Amérique latine organisée par l'Organisation des Etats Américains et qui s'est ouverte à Caracas lundi 5 septembre, le représentant des USA a tenu à annoncer d'entrée de jeu qu'il n'était pas question pour les Etats-Unis de discuter d'un quelconque assouplissement des conditions imposées par les banques américaines et le Fonds Monétaire International aux pays endettés.

Et bien que, par la voix notamment du ministre vénézuélien des Finances, les gouvernements latino-américains se soient plaints des taux particulièrement élevés exigés par les banques pour le rééchelonnement de leurs dettes et des *« risques de déstabilisation politique et sociale »* engendrés par les restrictions qu'ils sont chargés d'imposer à leur population, ni les difficultés financières ni les craintes politiques de ces gouvernements amis n'infléchiront la position de Washington (et par voie de conséquence du FMI). Le représentant des Etats-Unis s'est seulement contenté de rajouter que ce n'était qu'un mauvais moment à passer, que tout s'arrangerait quand la reprise aux USA, qui ne saurait se faire attendre, permettrait enfin de débloquer la situation.

En attendant cet hypothétique temps béni, et malgré la cure d'austérité imposée désormais à sa population, le pays le plus endetté d'Amérique latine, le Brésil, a encore accusé une inflation de 152,7 % au cours des douze derniers mois, alors que le FMI lui a enjoint de ramener celle-ci à 55 % l'an prochain en réduisant encore la consommation intérieure. Venant juste après le Brésil dans l'ordre d'importance des endettements, le Mexique devra lui aussi accroître ses mesures d'austérité, sans pour autant avoir vraiment des chances de ramener au chiffre exigé de 55 % par an une inflation qui est encore de 80 % cette année...

Par contre, et ce malgré une certaine inquiétude qui amène les banques des grandes puissances et en premier lieu des USA à exiger pour leurs prêts au Tiers Monde de plus en plus de garanties de la part de leur propre Etat et du FMI, ces banques continuent semble-t-il à faire de bonnes affaires. C'est en particulier ce qu'affirme, sous le titre *« Une fructueuse renégociation des dettes »*, le journal *Le Monde Diplomatique* de ce mois de septembre, qui note que, grâce aux taux d'intérêts majorés pratiqués lors des rééchelonnements des dettes, *« une demande de moratoire avec renégociation de dettes est aujourd'hui une opération qui augmente considérablement les profits des banques créancières »*... Au moins tant que leur système ne s'effondre pas !

O.B.

L'AFFAIRE MASSIMI

Au-dessus de tout soupçon ?

On en apprend décidément tous les jours sur la personnalité complexe de Pierre-Jean Massimi, secrétaire général du Conseil général de Haute-Corse, et sur les raisons qui ont pu motiver son assassinat, le 13 septembre dernier, d'une balle dans la nuque.

Présenté tout d'abord comme **« le fonctionnaire modèle »**, Massimi était, selon François Giaccobi, président du Conseil général, un homme simple et droit, absolument incapable d'être mêlé à des affaires de basse poiitique, ayant seulement fait une carrière entièrement consacrée à l'administration et à un poste qui n'était **« absolument pas un poste politique »**, toujours selon Giaccobi. Bref, Massimi était en quelque sorte le symbole vivant de la qualité et de l'intégrité de la haute administration française.

Mais il a quand même bien fallu retoucher cette figure incarnant le devoir au fur et à mesure que ses traits se précisaient. Et l'on a appris que Massimi, qui n'avait certes jamais fait de politique, était quand même **« l'une des éminences grises du milieu barbouzard »** sous Giscard, ce que personne n'ignorait selon le FLNC... Il aurait été impliqué dans les années 1970 dans la formation de l'organisation clandestine Francia, créée en Corse par des membres de l'ex-SAC en vue de contrer les nationalistes.

Par ailleurs, ce haut fonctionnaire au-dessus de tout soupçon était aussi célèbre pour être gros amateur de parties de poker engageant de fortes sommes d'argent, ainsi qu'un séducteur accompli et fort dynamique.

Et tout s'embrouille : l'élimination de Massimi est-elle une affaire politique ou un règlement de compte entre truands ? La vengeance d'un joueur malchanceux, d'un créancier oublié ou celle d'un mari ou d'un amant trop jaloux ? Allez savoir... mais l'on souhaite bien du plaisir à ceux qui vont mener l'enquête. Sûr que le commissaire Broussard aura bien du mal à débroussailler toute cette histoire.

L.P.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.